L'unité

N° 252 — 4 F | L'hebdomadaire du Parti socialiste | 27 mai 1977

LE POUVOIR ABSENT

La grève de mardi n'a pas altéré, à l'en croire, la sérénité de Raymond Barre qui se réjouit au contraire de l'empressement avec lequel des petits épargnants ont souscrit à son emprunt destiné à couvrir une partie du déficit budgétaire.

Il y a longtemps que la méthode Coué est pratiquée par nos gouvernants. Elle n'a pas jusqu'ici produit des résultats convaincants. Et de la part d'un Premier ministre qui serait vraiment soucieux de connaître les sentiments de ses concitoyens, ce qui s'est passé le 24 mai, dans toute la France, mériterait mieux qu'une réflexion à l'emporte-pièce. Il n'est pas courant que des millions de travailleurs débrayent le même jour non seulement dans le secteur public et nationalisé, dans les administrations mais aussi dans le secteur privé le plus touché par la crise, le textile, la chimie, l'imprimerie, la sidérurgie, etc. Il n'est pas courant que des manifestations et des défilés réunissent simultanément des foules aussi considérables non seulement à Paris mais aussi à Lyon, à Marseille, à Toulouse, à Lille et dans cent autres villes.

Ce qui s'est exprimé mardi, à travers ces actions massives et ces slogans tantôt sarcastiques, tantôt plus directement engagés, c'est le refus d'une politique qui

→



LA DROITE EST-ELLE ALCOOLIQUE ?

(OU COMMENT FAIRE DIRE N'IMPORTE QUOI A UNE PHOTO)

Sommaire

4

Dipapacéquoi, par Piem

5

Changer la vie politique en France

6

LA TRIBUNE DU CONGRES

cette semaine :
Michel Rocard
Michel Charzat
Georges-André Delor

11

Israël : La première défaite, par Claude Fuzier

12

Football : Les maires sifflent un penalty, par Jean-Loup Reverier

16

Patrons : La « manif » des gros, par Francid Pisani

19

Cinéma : Les trois sœurs... soviétiques, par Emmanuèle Plas

21

Entretien avec Pierre Santini, le « flic » du feuilleton télévisé « Un juge, un flic », par Frédérique de Gravelaine

24

Ma part de vérité, par François Mitterrand

PHOTOS ET DESSINS

A.f.p. (pages 13, 15), Barrigue (pages 12, 14), Coureuil (page 17), Demoulin (pages 5, 11, 15), Keystone (page 1), Pascal Lebrun (page 3), Pym (page 12), Rush (page 1), Sipa (page 1),

→

s'obstine à faire supporter par les plus défavorisés les conséquences de l'inflation et du chômage qu'elle est incapable de maîtriser. En préparant le discours qu'il devait prononcer jeudi à Strasbourg, Raymond Barre a-t-il compris qu'il en a fallu beaucoup pour jeter dans la grève en même temps que la C.g.t., la C .f.d.t. et la Fen, Force ouvrière, la Cftc, et la c.g.c. ? Au moins si certains sous-ministres tels Lionel Stoléru, nouvelle recrue du Parti républicain né samedi à Fréjus des cendres des R.i., n'ont pu s'empêcher de calculer — de la façon la plus aberrante — le coût de la grève, s'est-on cette fois généralement abstenu en haut lieu de la dénoncer comme une manœuvre politique. Rien n'indique pourtant que le pouvoir en ait compris la véritable signification.

Il reste d'ailleurs à savoir, au-delà des manœuvrres de caractère purement électoral qui occupent les week-ends des partis de la « majorité », où est le pouvoir. S'il n'est plus à l'Elysée en dépit des interviews que le président de la République multiplie pour se rappeler au bon souvenir des Français, on peut douter qu'il soit entre les mains du Premier ministre auquel la principale formation de la coalition gouvernementale refuse toujours de faire acte d'allégeance. Alain Peyrefitte, qui n'en est pas à une pitrerie près, a peut-être approché de la vérité en affirmant que Raymond Barre est le chef de la majorité dont Jacques Chirac est le principal leader. Nous ne serons certainement pas les seuls à demander qu'on veuille bien nous faire un dessin !

Mis à part la période de mai 68, jamais sans doute depuis l'avènement de la Ve République un tel divorce n'a existé entre le gouvernement et le peuple. Au point que celui-ci n'écoute plus ce que dit celui-là et que, faute de se faire entendre, le pouvoir et ceux qui le soutiennent ne savent plus vivre que de piètres astuces, de médiocres camouflages et de basses calomnies à l'égard de leurs adversaires.

Rien de cela ne les sauvera car ni l'ambition pressée de Jacques Chirac ni les rêves fumeux de Valéry Giscard d'Estaing ni le sourire satisfait de Raymond Barre ne constituent une réponse à ce qui est devenu leur hantise commune mais qui symbolise en même temps l'espoir de la majorité des Français : le programme commun de la gauche.

Revenu à la tête d'un des partis de la droite, l'un des plus inconstants des hommes politiques français s'écriait l'autre jour : « Vingt ans, ça suffit ! ». C'est aussi ce qu'ont crié mardi — mais c'est beaucoup plus sérieux — des millions de Français en grève.

CLAUDE ESTIER

A NOS LECTEURS

La grève générale de mardi, à laquelle l'équipe de « l'Unité » s'est évidemment associée, ainsi qu'une grève particulière du personnel de l'imprimerie où est composé notre journal nous ont contraint à tirer ce numéro dans des conditions inhabituelles et avec une pagination réduite. Nous nous en excusons auprès de nos lecteurs.



Journée du 24 mai

UN BIEN BEAU MARDI

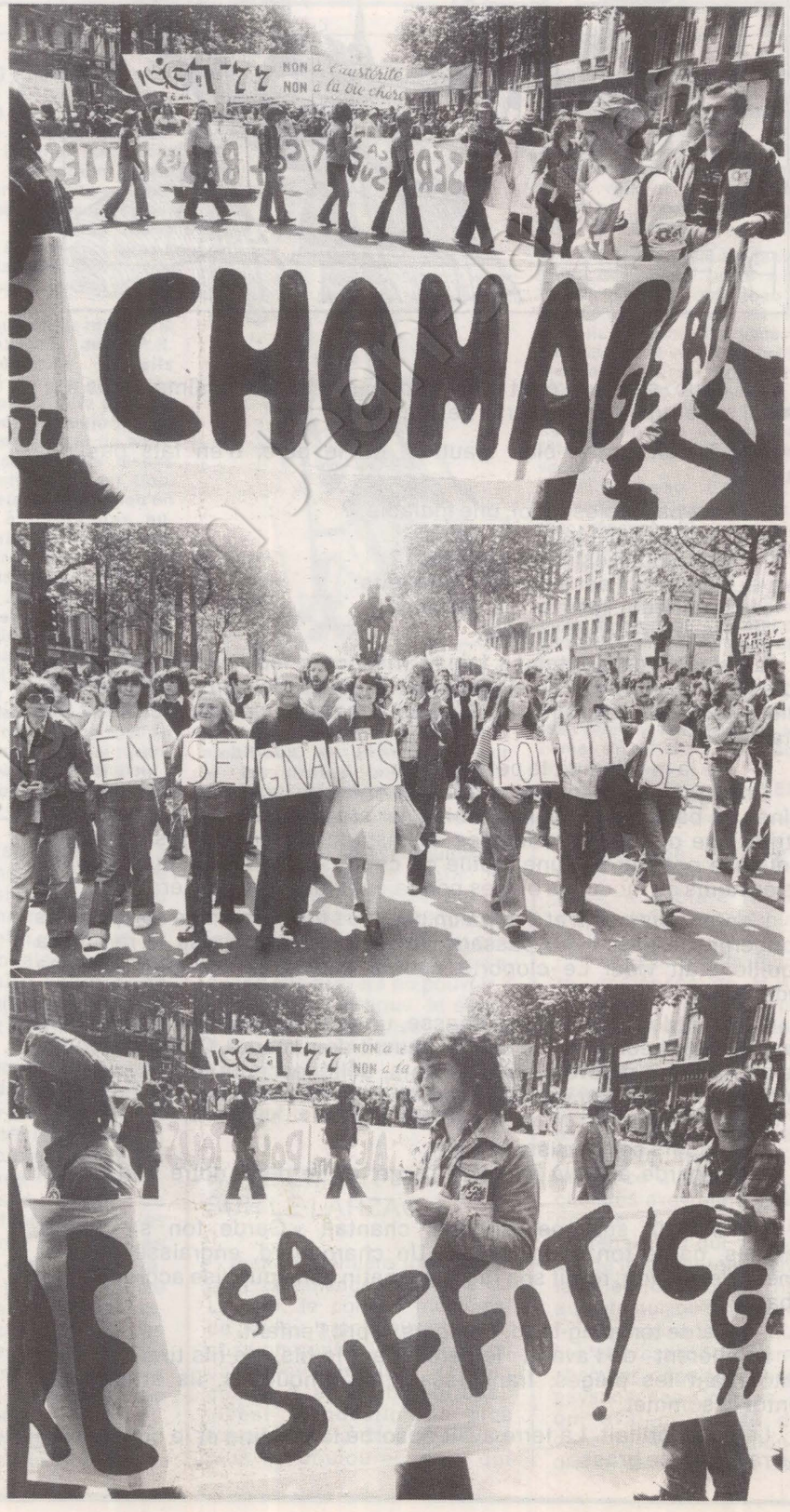
Huit millions de grévistes, deux millions zr szmi sz Français participent à des manifestations et massives dans toute la France, la totalité des syndicats engagés dans l'action : on peut dire que la journée de l'échec de Raymond Barre, « Evénement sans précédent dans l'histire syndicale », commentait Georges Séguy, Cependant que la C.f.d.t. soulignait que « de nombreuses villes ont vu les plus importantes manifestatins qu'elles aient connu depuis longtemps ». La Fen concluant elle aussi sur la nécessité de poursuivre l'action.

Que la grève ait été un succès impressionnant, même les milieux gouvernementaux et patronaux étaient obligés d'en convenir à la suite du ministre du Travail, qui devait reconnaître que la journée d.action du 24 marquait « une inquiétude et une impatience : inquiétude pour l'emploi, impatience pour les salaires ». Le C.n.p.f. avouait que 70 à 80 % des travailleurs de la chimie — le secteur du privé le plus touché — se sont associés au mot d'ordre de grève nationale. La direction des P,t,t, annonçait de mauvais gré 59 % de participation au mouvement, Moyenne donnée par le ministère de l'Education : un taux de 78 %. Et ce sont les dirigeants de la S.n.c.f. eux-mêmes qui disent que, dans les gares parisiennes, il n'y avait qu'un train sur cinq à prendre le départ. A la gare d'Austerlitz, il n'y en avait qu'un sur dix...

Encore mieux que le 28 avril

Les chiffres des syndicats sont évidemment plus proches de la réalité : 200 000 travailleurs en grève dans les P,t.t., 100 000 dans les banques ; 350 000 dans la Fonction publique, où, selon la C.g.t., « la participation a dépassé 70 % dans les services et administrations de l'Etat » ; 70 % de grévistes enfin œ la Sécurité' Sociale, 90 % dans les banques,,, Dans le secteur privé, ce sont surtout les grosses entreprises de la chimie, du textile et de la métallurgie qui ont, le plus, participé au mouvement,

La participation a été beaucoup plus forte que lors de la journée du 28 avril dans tout le secteur public et nationalisé, puisque la Fen et F.o. s'étaient, cette fois-ci, jointes à la C.g.t. et à la C.f.d.t. Si l'on prend l'exemple d'E.d.f., on constate que la baisse de production était moins importante que lors du 28 avril : 40 % au lieu de 60 %. Il ne faut pas en tirer de fausses conclusions, Car de nombreuses entreprises avaient fermé leurs portes en prévision de coupures de courant : la demande industrielle étant moindre, les usagers ont moins souffert de coupures d'électricité, mais il y avait 75 % de grévistes dans ce secteur.



DIPAPACÉQUOI LA MALADIE



PAR PIEM

Le coup partit. C'était un coup bas, l'enfant n'aimait pas ça ; il se réfugia dans les bras de son père.

— Tu en verras bien d'autres, dit le père, n'en fais pas une maladie.

— Dis, papa, c'est quoi, une maladie ?
— Un mauvais état.
— Pourquoi il est mauvais, l'Etat ?
— Parce qu'il est à bout d'arguments.
— C'est quoi, la boue d'arguments ?
— De la merde, dit le père.

Le souffle du printemps faisait frissonner les feuilles des grands arbres, les rayons du soleil jouaient à saute-mouton par-dessus les vallons, un oiseau tout neuf sortait de son œuf, une rose déroulait ses pétales.

— De la merde ! dit le petit garçon.

Un ragot lentement avançait sur le chemin, laissant derrière lui une traînée de base qui séchait au soleil, un cloporte colportait une rumeur putride que des larves affamées se disputaient entre elles, la limace visqueuse potinait sur une feuille de chou, au fond des coups fourrés des essaims de mouches bleues pondaient leurs vœux misérables.

L'enfant frissonna et il serra un peu plus fort la main de son père. Ils allongèrent le pas. Au passage, le petit garçon écrasa le ragot ; la coquille était vide. Le cloporte apeuré courut se réfugier dans sa médiocrité.

Du haut de la tour Montparnasse, un vent mauvais jaillit, poussant devant lui sa médisance, le ciel se couvrit de rumeurs, Quelques coups bas se mirent à pleuvoir, dégoulinants, déliquescents. Les fossés se remplirent d'une eau vaseuse dont les miasmes voulaient empuantir la campagne à venir.

Les égouts se nourrissent ainsi.

— Regarde au-delà de cette fange, dit le père, notre horizon est clair.

Un oiseau, sur une branche, chantait « Garde ton sang-froid, François, garde ton sang-froid »... Un charognard, engraissé par des années de pouvoir, rotait son ragot du matin ; une punaise accrochait un bobard.

— Garde ton sang-froid, François, reprit l'enfant.

Ils allèrent de l'avant, le père aidant le fils, le fils tirant le père, contournant les pièges, franchissant les embûches, ils atteignirent bientôt le sommet.

Le soleil brillait. La terre avait absorbé la vermine et le sol enfin se couvrait d'herbe grasse.

« Non au plan Barre, tous unis pour la satisfaction de nos revendications » : le mot d'ordre de cet ample mouvement de grève, on le retrouvait sur les banderoles des multiples manifestations qui ont envahi les rues des villes françaises pour démontrer que ce n'était pas une journée des bras croisés.

Six heures durant

Derrière les dirigeants syndicaux et en compagnie des représentants des partis de gauche, l'équivalent de 16 km de cortège a ainsi défilé à Paris de la Bastille à la gare de l'Est. Six heures durant ! Il y avait là, par centaines de milliers, les travailleurs d'innombrables entreprises et administrations, des boulangers en tenue aux syndicats de policiers, des O.S. aux enseignants en passant par les travailleurs de Lang qui venaient d'apprendre, la veille, l'avant-dépôt de bilan de leur imprimerie... Et par-dessus tout ça les drapeaux rouges et « l'Internationale » — la même que celle entonnée l'après-midi par les militants Force ouvrière réunis en meeting, pour dire leur mécontentement, à la Bourse du travail.

Mais il n'y avait pas que Paris : un cortège de 2 km à Lyon avec ceux de la métallurgie, de la chimie et du textile... 50 000 manifestants à Marseille avec Gaston Defferre, les travailleurs du port, les menacés de Gervais-Danone... Les ouvriers rejoints par les paysans à Clermont-Ferrand, par les viticulteurs à Montpellier et Sète... Deux heures de défilé à Toulouse en compagnie d'Alain Savary, de l'Aérospatiale, des voitures rouges des pompiers... Des manifestations et meetings à Nantes avec la participation de F.o... D'innombrables manifestants à Saint-Etienne aux côtés des Manufrance... D'imposants rassemblements dans l'Est, où le seul bassin minier comptait 115 000 grévistes...

Çà et là, on parlait déjà des lendemains. « Une dynamique, disait-on à la C.g.t., qui se prolongera par de nouvelles initiatives diversifiées dans toutes les entreprises et les branches si une réponse positive n'est pas apportée sans délai.» Et, dans une interview au « Matin de Paris », Edmond Maire ajoutait : « Un processus qui devrait voir des initiatives professionnelles au mois de juin mais aussi, si rien ne change, qui se poursuivra en septembre... Sans exclure d'autres initiatives confédérales lorsque les conditions nous sembleront réunies ». Et encore : « La grève montre qu'il y a en France un rassemblement populaire qui s'élargit pour une autre politique. Elle a exprimé une volonté de changement réel ».

ANTOINE VIOLET

© Collection Jean-Jaurès

changer la vie politique en France

ALICE MENACE LA SORBONNE NOUVELLE

« Alerte ! » Marguerite Duras, Max-Pol Fouchet, Pierre Prévert, Armand Lanoux, Roland Barthes et beaucoup d'autres appellent à l'aide dans un manifeste : les 13 U.E.R., les 3 instituts de recherche, les 4 départements et les langues orientales, dont l'ensemble forme la Sorbonne nouvelle (Paris III) sont menacés de mort après l'amputation de subvention que leur a fait subir Alice Saunier-Seité. Comme si cette dame, là aussi bien qu'à Vincennes, ne rêvait que de détruire tout ce qui peut être, dans l'Université française, nouveau dans l'esprit et original dans les disciplines - en l'occurrence ici : interprétation, communication, études théâtrales, formation permanente, enseignement d'une centaine de langues étrangères....

Mercredi prochain, au centre Censier (à partir de 10 h du matin), les enseignants et les étudiants de Paris III organisent une «journée portes ouvertes» pour dialoguer avec le public. Des films, des débats, etc. expliqueront comment une université déjà handicapée par sa taille (22 000 étudiants), sa dispersion (en 14 lieux différents) et sa détérioration (Censier, par exemple, est un Pailleron potentiel), se trouve en déficit (300 000 F). Au lieu de se développer, la Sorbonne nouvelle risque de sombrer : non seulement Saunier-Seïté n'a aucun poste, mais 15 % des enseignants ont été supprimés.

L'HEURE DES BOMBES

Dans le printemps pluvieux que connaît la Corse, la violence s'est réinstallée : les attentats se multiplient. Après deux plasticages contre le Club Méditerranée, c'est Me Vincent Stagnara, l'un des dirigeants de Fronte Corsu, mouvement nationaliste corse, qui est visé. Puis le local des autonomistes de l'Associu di patrioti corsi, détruit à lucciana, dans la plaine de Bastia et aussi l'imprimerie du journal autonomiste «Arriti» («Debout»). Enfin, le Front de libération nationale de la Corse vient de faire sauter la gendarmerie en construction à l'entrée sud de Bastia.

Voilà qui dément les propos du président de la République à « l'Express » : « La Corse : la situation a été redressée et modifiée en profondeur» ! En fait, la violence vient de se réamorcer sur fond de provocations fascistes où les barbouzes jouent leur rôle. Les exécutants de Francia, l'organisation terroriste qui se baptise elle-même «organisation armée secrète», n'ont pas écarté une éventualité meurtrière : l'emplacement des charges et leur puissance semblent l'indiquer.

Devant cette situation, l'immense majorité de la population réagit avec inquiétude, car la violence, loin de clarifier les véritables enjeux, oblitère le débat politique qui intéresse les insulaires : que fera la gauche, pour la Corse, quand elle arrivera au pouvoir ? La solitude politique -le statut particulier- préconisée par le P.S. s'imposera-t-elle à ses partenaires du programme commun ? La question, pour le moment reste en suspens.

RALLIEMENT SUR LE LARZAC

Pour la première fois depuis qu'a commencé «l'affaire du Larzac», le conseil municipal de Millau prend ouvertement position contre l'extension du camp militaire (par 21 voix contre 3 et 3 abstentions). «C'est la question la plus importante, la plus grave, la plus douloureuse qui empoisonne l'existence de notre cité depuis plus de six ans», a déclaré le nouveau maire de Millau, Manuel Diaz (M.R.G.).

Il semble que la municipalité, composée de M.R.G., de centristes et de quelques R.P.R., se soit enfin décidée à tirer les conclusions des six années de lutte, après avoir «constaté que la population millavoise dans sa majorité s'est déclarée opposante» à l'extension du camp. C'est du moins ce que pensent les socialistes aveyronnais, opposés depuis le premier jour à l'extension et qui ajoutent que «cette lutte est tellement populaire et juste qu'on ne peut, aujourd'hui, qu'enregistrer».

La position de la municipalité est ressentie comme franchement opportuniste par les paysans des Comités Larzac, qui avaient refusé d'entrer dans la liste d'«union de la droite» patronnée par Diaz.

LE GRAND CIRQUE



Suspense à l'Hôtel de Ville, jeudi : Jacques Chirac accueillait une brunette. En tout bien, tout honneur : c'est la tradition que la maire de Paris reçoive ainsi l'Esméralda élue chaque année par les forains de la foire du Trône. Mais à la fin de l'entrevue, Chirac a échangé avec la belle enfant de la balle des propos que personne n'a réussi à saisir.

Ce secret, nous avons réussi à le percer : le fondateur du R.P.R. demandait quelques conseils techniques. Car il a pris un peu de retard ces temps-ci sur la piste du grand cirque de la majorité où quelques autres viennent de sortir un numéro à succès. Ne disons rien des Augustes : ils sont trop. Mais le projecteur va sur quelqu'un qui s'avance à petits pas au-dessus du vide : l'équilibriste Raymond Barre s'efforce de coordonner l'incoordonnable, à déjeuner avec Jean Lecanuet en essayant de ne pas mécontenter ses «alliés», ainsi de suite... Un grand bravo pour le funambule.

Il y a aussi Alain Peyrefitte. Voyez-le lancer en l'air en même temps le nom de Chirac et celui de Barre, et faire rebondir le tout en disant que l'un est le chef et l'autre le leader. Hourra pour le jongleur !

Puis voici celui dont le show-business annonçait comme une future vedette : Jean Pierre Soisson. Et son numéro, très ambitieux, de prestidigitateur — les professionnels disent plutôt : manipulateur. Au bout d'un moment, la foule, si clairsemée soit-elle, se met à siffler : sauf un, plutôt simple - l'escamotage de la moitié d'un sigle de R.I. - Soisson manque tous ses tours. Il y a même un spectateur pour demander à haute voix si c'est un de ces numéros comiques où le prestidigitateur rate exprès...

Mais on ne saura jamais la suite : un mistral lancé à 200 à l'heure balaie le chapiteau libéral avancé et enfouit sous des tonnes de toile la crème du giscardisme, La veille il est vrai, à en croire «Le Monde» du 21 mai, Roger Chinaud le porte-poisse —demandez plutôt à d'Ornano — s'était écrié pour saluer l'élection de Soisson à la tête des R.I. : «Jean-Pierre, bon vent !».

On a beau ne pas être superstitieux, les présages, c'est les présages. Et les haruqpices n'ont pas eu besoin de saigner les poulets pour l'affirmer : le chapiteau est hors d'usage. Et il est impossible, même en changeant les mâts, de le remettre en état d'ici au printemps prochain, surtout avec le vent qu'il va faire.

Car je ne sais pas si vous l'avez remarqué, mais c'est fou ce qu'il y avait comme vent dans les rues le 24 mai. Un vrai vent. Un grand vent. Un vent debout.

MENIPPE

LA TRIBUNE DU CONGRES

UNITE ET RESPONSABILITE



Pour la première fois depuis 1958, la victoire électorale de la gauche est suffisamment crédible et probable pour que les représentants des classes dominantes et des partis conservateurs la tiennent pour inévitable. Sachant cette victoire « inéluctable » comme François Mitterrand l'avait annoncé le 20 mai 1974, ils préparent déjà la revanche d'une défaite qui n'est pas encore jouée.

Aussi bien devons-nous avoir non seulement le souci de gagner (ce qu'il serait dangereux de tenir pour déjà acquis), mais aussi celui que la victoire de la gauche soit durable, Je vois au succès et à la durée d'une expérience de gauche trois conditions essentielles : l'unité? la responsabilité et le profond engagement du Parti socialiste dans le tissu social du pays.

Le problème de l'unité du Parti, largement évoqué ces temps-ci, ne concerne pas que les militants socialistes. Dans la mesure où le P.s., dans le cadre de l'union de la gauche, est candidat au gouvernemen de la France, le fait de savoir qu'il est cohérent, solidaire, uni, qu'il parle d'une seule voix et qu'il tient un même langage, intéresse tous les Français. Ce n'est pour moi ni un problème d'organisation ni un problème de discipline : c'est une question de rigueur politique.

En effet, ce n'est pas uniquement vis-à-vis de nous-mêmes en fonction de l'autorité ou de la sensibilité personnelles de tel ou tel responsable du Parti que nous devons avor ce souci d'homogénéité ou d'unité, mais d'abord à l'égard de la grande masse des travailleurs et des citoyens qui placent en nous leurs espoirs et dont nous sollicitons la confiance, Autrement dit, je ne suis pas de ceux qui disent que l'unité du parti est nécessaire parce que la droite peut se jouer de nos hésitations ou de nos discordances, parce que faire entendre un son de cloche différent, c'est se faire le « complice objectif » de nos adversaires — comme il faut se méfier de ces arguments-là ! — mais parce que je crois que, dans les circonstances peut-être difficiles qui suivront l'arrivée de la gauche au pouvoir, il est indispensable que le Parti manifeste cohésion et unité, engagement collectif et détermination dans l'action.

Cette unité d'engagement et de comportement ne s'obtiendra pas par la discipline ou la conrainte : elle doit être réfléchie et volontaire. Elle ne peut s'obtenir que par l'adhésion et la confiance, elle ne peut venir que du débat et de la vie démocratique interne,

Voilà pourquoi je crois que l'unité du Parti ne q'obtiendra pas par le silence des uns et la domination des autres, mais par la définition des conditions du débat et de la démocratie, Voilà à quoi doit s'attacher le débat de nos sections et fédérations, voilà sur quoi il faut rechercher une synthèse et une cohésion. Il ne s.'agit, on le voit, ni de contrainte ni de discipline, mais bien de la crédibilité de notre commune entreprise et des conditionsde durée d'une expérience de gauche.

Il s'agit aussi de responsabilité. Par je ne sais quelle aberration de langage, ce mot est presque toujours identifié à esprit de modération, comme si seuls l'excès, l'outrance, l'exagération, la surenchère étaient révolutionnaires. Par responsabilité comme par unité, je veux dire rigueur,

Ce qui signifie ne dire que ce que l'on peut faire et faire tout ce que l'on dit. C'est à ce prix que l'on s'évitera de « périr ou trahir ».

Ainsi, on peut chiffrer tous les programmes du monde, mais on sait par ailleurs que leur rythme et leurs conditions d'application dépendront largement de cette question que François Mitterrand posait l'autre jour à Raymond Barre : « Dans quel état laisserez-vous la France ? ».

Tous les nouveaux maires de gauche qui ont hérité de leurs prédecesseurs de droite une situation quelquefois difficile voire catastrophique, qu'il faut assainir avant même d'engager la réalisation du programme sur lequel ils ont été élus, comprendront très bien ce que je veux dire. Mais s'ils savent expliquer cette situation, s'ils savent montrer, par une politique d'information et d'association aux décisions, par une prise en charge collective des problèmes même sans attendre les réalisations concrètes, que quelque chose a changé et que ce changement touche à l'essentiel, alors ils éviteront le pire, c'est-à-dire de commencer par décevoir.

De la même façon devons-nous nous garder de cet économisme qui marque trop souvent notre présentation de la politique que nous voulons mener (même si j'ai de bonnes raisons d'être au moins autant — et peut-être plus — que d'autres attaché au succès de la politique économique de la gauche)et faire un enjeu essentiel des premières mesures que prendra une nouvelle majorité dans le domaine de la vie sociale, des rapports sociaux au travail et dans la vie de tous les jours, qu'il s'agisse de l'éducation, de l'information ou de la culture.

Il y a là des novations au moins aussi importantes et, en tout cas, solidaires par leur portée à long terme des réformes de structures économiques qu'il faudra aussi engager très vite. Ainsi instaurer une planification démocratique serait vite illusoire si, par ailleurs, on ne donnait à ceux qui y participeront le moyen et le goût d'avoir une vision d'ensemble des problèmes qui se posent au pays, De même, quelle déception si les nationalisations prévues par le programme commun ne s'accompagnaient pas d'avancées sociales importantes en ce qui concerne l'organisation de la production et le contrôle exercé par les travailleurs !

Cela m'amène à la troisième condition importante du succès et de la durée d'une expérience de gauche : l'insertion des militants socialistes dans la vie sociale. Disons-le tout de suite : il ne sera pas facile d'être militant d'un parti dont les dirigeants exerceront des fonctions gouvernementales. Sans avoir tous les éléments, toutes les données ou toutes les explications de la politique qui est menée, on est tenu pour solidaire, on se sent responsable de ce qui se fait. D'où la tentation, toujours inhérente, toujours présente, d'un repli du Parti sur lui-même, d'une introspection permanente qui ne peut conduire qu'à des divorces comme celui que constatait, paraît-il, Léon Blum le jour où il qualifiait telle action ou telle décision de«coup de poignard dans le dos de son gouvernement ».

Il n'y a pas de recette absolue pour empêcher cette incompréhension ou ce divorce. Du moins est-il indispensable que chaque militant ne soit pas seulement militant du Parti socialiste, mais aussi de son syndicat, de son comité de quartier ou de son association de parents d'élèves, de son club sportif ou de son groupe de consommateurs... De cette façon, la politique élaborée, décidée, votée ensemble sera appliquée d'un mouvement d'en haut et d'un mouvement d'en bas ; de cette façon, les mesures prises au niveau de l'Etat trouveront leur correspondance au niveau de la société civile et l'on est en droit d'espérer qu'une cause importante de ce divorce sera réduite. C'est bien ce à quoi tend la motion n• 1 lorsqu'elle refuse à juste titre de distinguer ou d'opposer le Parti et le mouvement populaire.

Ce ne sont là que trois des conditions du succès de 1978 et d'après.Elles tiennent dans les réponses qu'apportera à ces questions notre congrès de Nantes. Que valent alors nos médiocres querelles de courants ou de tendances en regard des enjeux et des espoirs que porte le Parti socialiste ?

MICHEL ROCARD

VIVRE ET AGIR ENSEMBLE

Au-delà di çrpbmèœe des fractop?s, m'enjeu du congrès de Nantes est finalement celui de l'identité du Parti socialiste. Premier parti de France, le P.s. est-il réellement un parti qui a trouvé sa propre image politique ou reste-t-il encore une mosaïque socialiste ? Sans doute les deux à la fois.

C'est pourquoi le congrès de Nantes doit être l'occasion de réhabiliter la politique dans le Parti. Il faut que le P.s. puisse imposer ses idées dans l'action. Le clivage artificiel entre le courant majoritaire et le Ceres doit être dépassé pour arriver à un Parti tolérant capable d'assumer ses propres conflits. Le P.s. doit être un véritable lieu de synthèse des différents apports au socialisme. Les militants doivent apprendre à vivre et à agir ensemble en imposant le débat politique.

Le militantisme n'est pas un activisme supérieur : les militants doivent réagir politiquement pour maintenir l'union de la gauche et affirmer l'identité du Parti. Avant la transition, il faut un Parti uni et soudé, responsable et fort. Le désaccord sur le fond entre le Ceres et le courant majoritaire existe-t-il réellement ? Alors, où est l'intérêt supérieur du Parti et du socialisme ? Ce faux clivage occulte le véritable débat politique et encourage les passions et les appétits. Il ne faudra pas manquer le rendez-vous de 78. Ce serait trop grave pour la France.

C'est pourquoi il est indispensable de resserrer les rangs derrière François Mitterrand : la lucidité historique et politique l'impose.

JEAN-LOUIS FLEURY
Fédération de la Côte-d'Or

COMMENT ?

Pierre Joxe nous rappelait opportunément la semaine dernière que la motion 1 constituait **déjà** un texte de synthèse en raison de la diversité de ses signataires. Je n'ai pleinement apprécié la valeur de son argument qu'après avoir pris connaissance de la liste annexée à cette motion. La « synthèse » des analyses de Pierre Joxe et de Michel Rocard y était en effet scellée, de même que les retrouvailles nordistes qui permettaient à Arthur Notebart de réintégrer le bercail. Plus significative encore de cette volonté de large rassemblement m'est apparu le rapprochement de camarades, tels Gaston Defferre et Jacques Piette, qui s'étaient longtemps et durement opposés dans le passé. La résorption de l'ex-motion 4 de Pau (Notebart) constitue un simple épisode domestique. L'effacement de la motion 3 (Bataille socialiste) clôt au contraire un moment de l'histoire de notre Parti qui nous ramène, au-delà même des déchirements d'Epinay, à ces antagonismes plus anciens qui avaient secoué les fondations de la vieille maison au début des années soixante.

Sans doute le courant de pensée qui a contribué à imposer le choix de l'unité et de la rénovation à Epinay et qui — depuis — a pris une part non négligeable à la reconstruction du Parti n'a-t-il pas été convié à cette première, et méritoire, recherche de la synthèse ? Qu'importe : le congrès, dès lors qu'il s'engage, comme nous le souhaitons, de façon loyale et constructive, n'est-il pas le lieu privilégié de cette recherche ?

Pierre Joxe, toujours dans son instructif article de la semaine dernière, montre également que la motion 1 juxtapose tout à la fois un rapport d'activité, des dispositions de caractère statutaire et une orientation politique. D'autres que moi reviendront sur les deux premiers points.Le débat fondamental porte sur la politique et sur les équipes qui auront la charge de l'appliquer au cours des deux prochaines années. La question du pouvoir nous est en effet posée en des termes pressants, concrets, rapprochés. La raison, le réalisme, l'instinct de conservation politique nous commandent de répondre clairement à cette interrogation qui monte du Parti comme du pays : comment le gouvernement de la gauche se prépare-t-il à mettre en œuvre son programme ?

Je me hasarderai, comme Pierre Joxe, à porter un jugement synthétique sur la motion que je ne soutiens pas. Le texte 1 n'est pas dépourvu de mérites ; rédigé dans une forme agréable, il propose un développement qui encadre assez bien les acquis théoriques et stratégiques du Parti (front de classe, union de la gauche, autogestion...). Certes, quelques scories ont, ici ou là, échappé à la vigilance des signataires. Par exemple, telle formulation ambiguë qui laisse entendre que le Parti renouerait avec cette illusion — maintes fois condamnée depuis le programme socialiste — selon laquelle la mise en autogestion immédiate de certaines entreprises serait envisageable. Mais si j'excepte le passage relatif à la construction européenne, l'ensemble provoque l'expectative propre aux balancements harmonieux et intemporels de nos habituels textes de congrès. Or, le congrès de Nantes n'est pas un congrès comme les autres. Il ne suffit plus de rappeler pourquoi nous allons appliquer notre programme : il faut convaincre les citoyens du réalisme de notre démarche, il faut préparerles militants aux épreuves qu'ils auront à surmonter demain.

Prenons l'exemple des nationalisations. La motion 1 réaffirme sa fidélité aux engagements pris dans le cadre du programme commun. Cependant, des problèmes restent en suspens. Les nationalisations constituent un moyen permettant à la fois d'assurer la relance de l'économie et de favoriser l'apparition de nouveaux rapports de production dans les entreprises grâce à la dynamique du contrôle des travailleurs. Il est donc normal que nous soutenions les propositions que le Parti avait déjà avancées par la voix de ses dirigeants : adjonction du groupe Creusot-Loire (convention nationale des 3 et 4 mai 1975 sur l'énergie) et de Peugeot-Citroën (conférence de presse du Premier secrétaire). De même, il nous semble utile, pour clarifier un débat un peu confus, de préciser que le transfert de propriété devra porter sur la totalité du capital, que la nationalisation concernera, dans chaque groupe, la société mère et les principales filiales. Les modalités d'indemnisation devront donc éviter de maintenir les anciens actionnaires dans la place.

Ce souci de précision et de cohérence inspire pareillement les axes de politique économique et sociale à court terme que propose la motion 2. Lorsque le texte affirme la nécessité de la relance de la consommation populaire sans relance de l'inflation , il en tire immédiatement une conséquence : le maintien du pouvoir d'achat des titulaires de revenus moyens, et le blocage, en valeur nominale, des revenus les plus élevés, Lorsque le texte rappelle que le retour au plein emploi et à l'équilibre extérieur constitue un impératif absolu pour la réussite de la gauche, il en précise les implications dans le domaine de nos échanges, de notre politique agricole, de notre politique européenne,

Je pourrais commenter, paragraphe après paragraphe, la

LA TRIBUNE DU CONGRES

motion 2. Schéma d'une stratégie politique et économique opératoire visant à appliquer le programme commun dans les conditions du moment, la motion 2 est inspirée par la volonté de ne biaiser ni avec la réalité ni avec notre ambition. Le véritable réalisme consiste à préparer lucidement le Parti à jouer son rôle d'agent historique des profondes transformations que la société française appelle de ses vœux. « L'idée dont il faut partir, c'est qu'on ne mettra pas en place un gouvernement de gauche durable et, a fortiori, la construction du socialisme en partant d'en haut, c'est-à-dire en se contentant d'utiliser dans un sens socialiste l'appareil d'Etat, même renforcé » (motion adoptée pour le congrès d'Epinay). Voilà ce que dirent ensemble, à Epinay, François Mitterrand, Pierre Mauroy et le Ceres.

Le débat entre les motions 1 et 2 est réel : il ne doit pas s'enliser dans les marécages des procès d'intention réciproques ; il ne doit pas davantage s'embourber dans des « préalables » prétendument disciplinaires. Comme le faisait remarquer François Mitterrand, il ne faut pas abaisser le Parti dans cette période. La synthèse sera politique, globale, ou ne sera pas. Le nécessaire dépassement des crispations mutuelles, le retour à un fonctionnement plus sereindu Parti sont d'ailleurs à ce prix. La cohésion politique et le fonctionement démocratique constituent une seule et même exigence. Nous sommes prêts — pour notre part — à favoriser les conditions de cette synthèse : la seule qui importera à Nantes.

MICHEL CHARZAT

NON A LA FRACTION OUI AU DEBAT



Comment se présente le débat dans le parti en vue du Congrès de Nantes ?

Il y a quelques mois, les choses étaient claires. Parlant le plus souvent en dehors des instances du Parti, la minorité campait avec autorité sur ses positions. Elle accusait la majorité de dérive politique sur l'union de la gauche, l'Europe, les rapports du Plan et du Marché.

C'était injuste comme étaient absurdes les prévisions pessimistes du Ceres au lendemain du Congrès de Pau. Cétait injuste mais correspondait assez bien aux choix de la minorité ces deux dernières années. Chaque fois que le P.s. et le P.c. ont exprimé des positions différentes de la situation au Portugal à la préparation des municipales, le Ceres a eu toujours tendance à épouser les vues du P.c.

Je le dis sans esprit de polémique et l'on peut discuter de chacun des problèmes posés mais je suis convaincu, pour ma part, qu'au bout du compte, un telle attitude, loin de servir l'union de la gauche, la dessert.

L'union de la gauche, pour gagner, a besoin d'un Parti socialiste fort et bien ancré sur ses positions de fond,

Le P.s., premier parti de France, l'union de la gauche préservée malgré la polémique, puis consolidée par les municipales une présence plus forte dans la classe ouvrière, un tissu de relations internationales qui élargit l'influence du renouveau socialiste en Europe comme dans le tiers-monde, voilà ce que proclament tous les militants du Parti sur toutes les tribunes de France. Malheureusement, certains l'oublient au moment du Congrès, pour le redire sitôt les votes acquis.

J'avoue ne pas comprendre ceux d'entre nous qui dissertent sur les insuffisances du Parti dans tel ou tel domaine — qui le nie ? — en oubliant, curieuse lacune, de mesurer le chemin que nous avons parcouru, tous ensemble.

Je ne comprends pas davantage ceux qui pratiquent le maximalisme dans les congrès et adoucissent leur propos devant les électeurs. Les uns professent l'ennui et le scepticisme; le double langage des autres est encore plus condamnable.

En sommes-nous toujours là? Au Comité directeur du 7 mai, la minorité n'a-t-elle pas déclaré la synthèse possible, reconnaissant ainsi la vanité des critiques formulées auparavant

Passons sur le côté inattendu de la proposition. Une synthèse n'a pas été faite mais elle est toujours possible, à condition d'être le résultat d'un débat politique et de reposer sur le respect de règles de vie commune.

Nous voici donc revenus au point de départ. Le procès de la majorité repart de plus belle. Dans la plus modeste section, là où le Ceres dispose d'un correspondant, il n'est plus question que des experts de François Mitterrand, de tel ou tel propos de Michel Rocard, de la signature de Jacques Piette et d'Arthur Notebart et du refus de la majorité de publier deux annexes de la motion n. 2. cela conformément aux décisions unanimes du Comité directeur.

Au langage de la raison succède celui de la polémique. Pour tenter de se défendre de l'accusation de fractionnisme, le Ceres met en cause le fonctionnement démocratique du Parti. La parade se veut habile, qui peut-elle tromper ?

Ces jeux dérisoires me laisseraient indifférent s'ils ne compromettaient pas déjà la qualité du débat politique au sein du Parti et je voudrais tirer une sonnette d'alarme, Je désire le faire, sans passion, avec le souci de convaincre nos camarades du Ceres qu'ils font fausse route.

Parce que j'ai connu la vie de la S.f.i.o., je sais à quel point le monolithisme de la direction peut être sclérosant pour la pensée et l'action. Mais parce que j'ai connu l'expérience du P.s.u, je sais que les rivalités de tendances finissent toujours par tarir les discussions avant de compromettre l'existence du Parti.

La contradiction n'est qu'apparente car le résultat est identique. Aujourd'hui, la direction du Parti n'est pas monolithique. Il arrive même que les minoritaires daubent sur la variété des courants de la majorité. C'est une bonne chose, cela permet l'échange et la synthèse. Par contre, le Ceres, qui n'était pas un courant de pensée, est passé, suivant une logique bien connue, de la tendance à la fraction.

L'intérêt de tous est de mettre un terme à cette situation. **Oui aux courants de pensée et nous pourrons développer ensemble toutes les procédures démocratiques ; non à la tendance qui conduit fatalement à l'organisation d'un parti dans le parti.**

C'est à quoi répond la proposition de François Mitterrand visant à une application correcte de l'article 4. Et c'est en cela qu'elle constitue un préalable à toute synthèse politique.

En effet que le Ceres soit associé à la direction ou non, synthèse faite ou pas faite, il fait passer ses intérêts de tendance avant ceux du Parti. Son souci principal, comme l'est légitimement celui d'un parti, c'est d'élargir son influence. Il est donc amené à se dégager constamment. D'une synthèse, il ne retient que ce qui l'avantage ou ce qu'il croit l'avantager. On l'a vu sur l'Europe, les municipales etc.

D'un congrès à l'autre, il mène, en réalité, une campagne électorale permanente et j'ajoute que toute tendance organisée suivrait semblable dérive. L'unité du parti risque d'en être atteinte tôt ou tard. Au moment où nos responsabilités, devant le pays,



sont aussi lourdes, c'est mon principal argument pour demander à tous les militants de condamner l'organisation des tendances et d'adopter les mesures qui permettront de concilier une totale liberté d'expression dans le Parti avec la nécessaire discipline dans l'action.

Il en est un autre qui commence à être ressenti par de nombreux camarades. L'appartenance à une tendance contraint ceux qui y participent à être d'accord sur tout ; le débat n'est plus dans le parti, il est dans la tendance et l'on ne peut réaliser, sur un sujet ou sur un autre, une majorité différente, sous peine d'être infidèle à sa tendance. Qui ne voit que la discussion est ainsi bloquée, dans les instances dirigeantes maintenant et bientôt à la base ? Cette évolution est pernicieuse. Un nouvel état d'esprit doit présider à nos rapports. Pour cela, il faut répéter clairement que « toute tendance ne saurait être tolérée » dans le parti et se donner les moyens d'en préserver notre organisation. Il est tout juste temps,

PIERRE BEREGOVOY

ASSEZ DE ZIZANIES !

Trop c'est trop ! Où voulez-vous en venir ? C'est la question que je me pose et que je me permets d'adresser à ces camarades du P.s. qui s'agitent et tiennent en haleine non seulement notre Parti, mais encore toute la presse, dont celle qui n'attend que de voir éclater le Parti socialiste à la veille de l'échéance électorale de 1978.

Je prends cette permission non seulement en tant que vieux militant qui lutte depuis soixante ans pour le socialisme, mais mieux : en tant que l'un des anciens dirigeants d'une « tendance » de la vieille S.f.i.o., la « Gauche révolutionnaire ». Je suis donc expert pour déplorer et même condamner les **tendances**, mais non les **courants** de pensée qui s'expriment à l'**intérieur** de notre Parti et sont nécessaires à sa vie.

Des courants de pensée, il y en a toujours eu et il y en aura toujours dans un parti démocratique. Faut-il évoquer les « Jauressistes » et les « Guesdistes », les « Renaudellistes » et les « Longuetistes » ? Mais ces derniers, du temps de la première guerre mondiale, ne constituaient pas des tendances organisées au sein du Parti, utilisant une presse non socialiste pour faire valoir leurs vues. Et, pourtant, il y avait entre « majoritaires » et « minoritaires » de 1914/18 un enjeu autrement gros, un abîme autrement profond qu'entre la majorité et la minorité actuelles de notre P.s. Et cela n'empêchait pas à Alexandre Blanc, Pierre Brizon, Raffin-Dugens de se rendre à Kienthal et Zimmerwald en pleine guerre pour y rencontrer leurs camarades minoritaires allemands ; et la lutte entre « jusqu'auboutistes » et « pacifistes » n'en finit pas moins par le triomphe de ces derniers sur les premiers.

Puis il y eut Tours et la funeste scission de 1920 dont la classe ouvrière du monde entier n'est pas encore remise aujourd'hui. Le « jusqu'auboutiste » Marcel Cachin, après un voyage à Moscou, fonda avec Frossard (L.-O.) le Parti communiste, cependant que le soi-disant « réformiste » Léon Blum sauva la « vieille maison», la S.f.i.o. (voir, à ce sujet, le passionnant livre de Robert Verdier « P.s.-P.c. »), ce qui prouve combien les « clivages » que l'on croit définitifs sont riches en surprises...

Il y eut enfin, plus tard, trois principales tendances dans la S.f.i.o. Le centre, ou les « Paulfauristes », la « Bataille socialiste », avec Zyromski qui rejoignit par la suite le Parti communiste, la « Gauche révolutionnaire », enfin, avec son leader Marceau Pivert. Chacune de ces tendances était organisée mais se manifestait à l'**intérieur** du Parti. Là aussi l'enjeu était gros : le « centre » envisageait la participation au gouvernement en régime capitaliste ; Zyromski et ses amis louchaient vers le P,c, en dépit des attaques de celui-ci contre la S.f.i.o. et ses dirigeants ; la « gauche révolutionnaire » rejetait toute collaboration de classes (on dirait aujourd'hui « front de classe ») et ne comptait que sur l'action directe de la classe ouvrière. Cela n'empêcha pas Blum de prendre Marceau Pivert comme attaché de son cabinet lors du gouvernement du Front Populaire ; et Marceau d'accepter. C'est qu'à la «gauche révolutionnaire », on respectait la discipline de la S.f.i.o. et on serrait les coudes avec les camarades des autres « tendances » pour la lutte commune contre le « mur d'argent ».

Alors que Blum, Bracke avaient respecté et exigé que fût consacré le respect par ceux qui n'étaient pas de leur avis, des camarades se réclamant de la « Gauche révolutionnaire », cela en vertu de la démocratie qui était la loi de la S.f.i.o., il fallut le totalitarisme d'un Guy Mollet pour rendre inévitable une nouvelle scission : ce fut la constitution du P.s.a. (parti socialiste autonome qui devint le P.s.u. parti socialiste unifié). L'arrivée de Mitterrand, avec lequel on peut n'être pas toujours d'accord, permit enfin le rassemblement des socialistes dans un même parti.

C'est ce rassemblement — qui permit l'épanouissement du Parti — qu'il faut sauvegarder. Il peut y avoir des divergences, des **courants** de pensée sur des points divers, voire sur la tactique. Cela peut même justifier des **« tendances »**, mais ces tendances n'ont pas à s'exprimer **en dehors du P.s. et de ses organes de presse** contre la politique arrêtée **démocratiquement** par la majorité des camarades membres du P.s.

Je sais : la démocratie est un régime difficile, voire le plus mauvais, comme le disait Churchill. Mais, ajoutait celui-ci : tous les autres régimes sont pires.

Oui, la démocratie a ses servitudes ; l'appartenance à un parti aussi.

Je n'ai pas encore lu les motions, à l'heure où j'écris ces lignes, et c'est tant mieux : la lecture de la « Tribune du Congrès « me suffit largement. Je me méfie des motions : les motions, c'est un peu comme la potion pour faire avaler aux militants certaines ambitions inavouées, certaine agitation qui tient lieu d'action efficace. On met son nom sous une motion trop souvent pour se faire remarquer, pour décrocher quelque mandat ou quelque siège fédéral ou national. Ce n'est pas sérieux.

Ce qui est sérieux, c'est l'action en direction de tel ou tel objectif. Cet objectif, pour le P.s., je le résume en trois mots : autogestion, socialisme, internationalisme. **Le socialisme sera international ou ne sera pas.** A cet égard, j'avoue que je suis inquiet quand j'assiste partout, et même dans nos rangs, au réveil d'un nationalisme étriqué. J'en veux pour témoin cette information lue dans le « Monde » du 27/4/77 : « La Fédération de l'union des jeunes pour le progrès va prendre contact avec les sections parisiennes du R.p.r. et du P.c. pour discuter des possibilités d'une action commune en ce qui concerne le projet d'élection au suffrage universel de l'Assemblée européenne.

« Elle s'adressera de même aux amis parisiens de Jean Charbonnel et Michel Jobert **ainsi qu'à la fédération de Paris du Parti socialiste dans la mesure où cette dernière est dirigée par le Ceres, dont les soucis en matière de politique étrangère sont, affirme-t-elle, proches des préoccupations gaullistes »**)1)

Et voilà où conduit l'agitation, extérieure au P,s,, de certains camarades du Ceres.

Ne vaudrait-il pas mieux, comme disait Jaurès aller **ensemble** vers l'idéal sans oublier les réalités ?

GASTON GOLDSCHILD (9e section)

41) souligné dans « le Monde », qui n'est pas suspect.

ENFIN PARU

une histoire du mouvement syndical en france

HENRI AIGUEPERSE

100 ans de syndicalisme



un volume broché de 224 pages, tiré sur papier bouffant au format 14 × 20 cm, sous couverture 2 couleurs, plastifiée.

L'AUTEUR : avant d'être désigné, au lendemain de la deuxième guerre mondiale comme secrétaire général du Syndicat National des Instituteurs, Henri AIGUEPERSE avait milité pendant une vingtaine d'années dans le département de la Haute-Vienne, non seulement dans le cadre du syndicalisme enseignant (syndicat unitaire, sections du S.N.I. et de la F.G.E.) mais aussi, d'une façon assidue, au sein des organisations ouvrières confédérées.

Il avait été appelé, en 1944, à représenter l'Union Départementale des Syndicats C.G.T. au Comité Départemental de Libération, Comité dont il a assuré le secrétariat général.

Un siècle d'histoire syndicale ! La présente étude se défend pourtant de vouloir être œuvre d'historien. Ce document, riche d'abord par la personnalité de son auteur, est riche aussi par l'objectif qu'il s'est fixé.

En évoquant successivement la lutte plus que centenaire du mouvement ouvrier, souvent tragique, marquée par les efforts, les sacrifices, les renoncements héroïquement consentis, et les graves problèmes qui se posent aujourd'hui au monde du travail, Henri AIGUEPERSE s'est attaché à mieux faire sentir la nécessité toujours plus impérieuse pour la classe ouvrière de s'appuyer sur une force collective puissamment organisée.

L'instrument naturel de cette puissance ouvrière est, depuis plus d'un siècle, le syndicalisme dont le potentiel de lutte et le rayonnement sont considérablement accrus lorsqu'il réussit à réaliser son unité.

Cent ans de syndicalisme se présente en fait comme un outil forgé par un militant, un « ancien », à l'usage de ses camarades plus jeunes. Et cet outil porte la marque des qualités qui ont été et qui demeurent celles de son auteur, concision, densité, lucidité, rigueur.

ACTE DE COMMANDE

à retourner aux ÉDITIONS MARTINSART, B.P. 7, 41200 ROMORANTIN

(C.C.P. 3156-50 S Bordeaux)

Je désire recevoir exemplaire(s) de l'ouvrage « 100 ANS DE SYNDICALISME » au prix de 29 F + port 4 F soit **33 F** l'exemplaire. Vous trouverez ci-joint mon règlement par chèque bancaire ☐ chèque postal ☐ mandat ☐

A REMPLIR EN CAPITALES D'IMPRIMERIE

NOM

PRENOM

N°/RUE

VILLE

DATE :
SIGNATURE :

CODE POSTAL

LA PREMIERE DEFAITE

C'est peut-être l'événement le plus important depuis la naissance de l'Etat d'Israël. Plus important que les victoires militaires accumulées depuis 1948. Plus important même que le raid d'Entebbé. Parce que, dans un pays profondément divisé par les joutes politiques — l'excès de démocratie n'a jamais fait peur au peuple juif — pour la première fois depuis qu'il a retrouvé sa patrie historique, son trouble est devenu une réalité politique. Car, au-delà des effets de vocabulaire qu'il est possible de faire à partir du « succès » de Menahem Begin, les élections de la semaine dernière ont été d'abord le signe d'un grand désarroi. L'usure du Parti travailliste est un argument facile pour expliquer ou justifier son désastre électoral. Mais ce n'est pas la première fois que le socialisme israélien a subi des crises extrêmement graves. Il n'a jamais cessé d'être un spécialiste de la scission, de l'excommunication et des déchirements. Certains de ses hommes n'ont pas été à l'abri des accusations — parfois justifiées — de concussion. A chaque fois, le peuple israélien, habitué au spectacle que cette puissance politique et économique lui donnait, lui renouvelait cependant sa confiance.

Naissance d'une 3e force

Le Likoud, coalition montée par Menahem Begin, n'a gagné que quatre sièges. La poussée à droite n'est pas évidente, d'autant plus que dans la coalition, le parti de Begin, l'Hérouth, n'est même pas majoritaire : 18 sièges contre 19 au Laam de l'ancien travailliste Ygal Horuwitz et 14 aux libéraux de Simha Erlich. Le « tombeur » du travaillisme israélien est Ygal Yadin, président du Dash, qui a enlevé quinze des dix neuf sièges perdus par le gouvernement sortant.

Or le Dash est loin d'avoir l'intransigeance de Menahem Begin sur la question des frontières d'Israël. Ce qui ne signifie pas qu'il ne s'entendra pas avec le Likoud pour former un gouvernement. Mais ce qui signifie, quelle que soit l'issue gouvernementale de la crise, aujourd'hui compliquée par la maladie de Begin, que la majorité des Israéliens ne se sont pas prononcés pour les choix les plus extrêmes en matière de relations internationales.

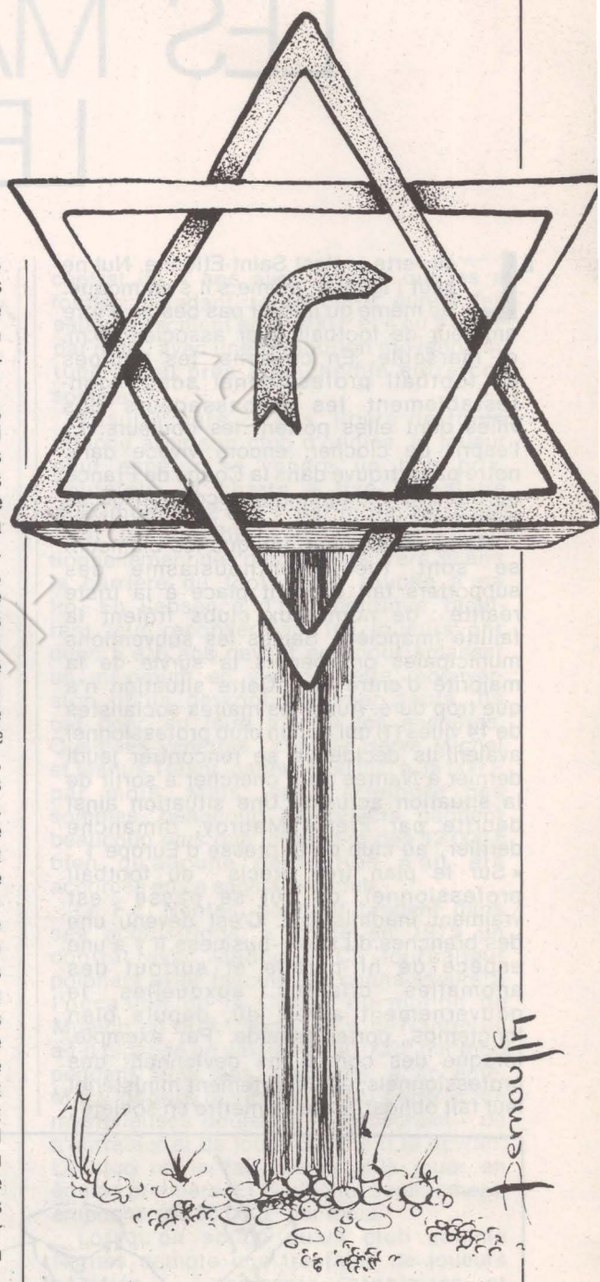
Alors, soit : la lassitude. Pas seulement à l'égard d'un parti trop longtemps au pouvoir. Une lassitude peut-être plus profonde et plus subtile. L'incertitude devant l'avenir. Celui des frontières et aussi celui de l'économie israélienne, soumise à un effort militaire source d'inflation et dominée par des structures grippées dans la mesure où le choix entre le collectivisme des fondateurs et le capitalisme sauvage du monde des affaires s'est réglé par une interpénétration des deux systèmes. En toile de fond, l'allié américain devenu imprévisible, avec un Jimmy Carter souverainement incompréhensible pour l'Israélien moyen.

Au-delà de la poussière des petits partis, qui ont toujours enrichi le folklore électoral israélien de leurs appétits, de leurs intransigeances ou des ambitions de leurs fondateurs, Israël n'oppose plus une gauche et une droite sioniste, ce qui était la règle du jeu depuis l'indépendance. Menahem Begin, qui fut le chef de l'Irgoun, cette armée secrète qui créa autant de soucis à Ben Gourion que ses adversaires anglais et arabes, est un épouvantail classique. De 1948 à 1977, il n'a cessé de tonner contre les travaillistes, comme il tonnait contre la Haganah — l'armée officielle de sionisme — avant 1948. De temps à autre, au nom de l'union nationale, il retrouvait ses traditionnels adversaires dans les heures graves pour le jeune Etat. Au bout du compte, on restait entre gens de la même origine, cette famille qui avait souffert les pires misères dans une Europe en proie à l'antisémitisme.

Et si cette opposition apparaissait à une partie non négligeable du peuple israélien d'aujourd'hui comme un fait du passé ? Les pesanteurs politiques invitent encore à voter assez massivement pour les travaillistes et pour le Likoud. La bonne conscience n'est pas forcément évidente chez tous les électeurs des deux principales forces politiques du pays. Et l'avertissement vient d'être donné : il existe en Israël une troisième force, peu structurée, peu consciente encore et que le Dash ne peut prétendre d'ailleurs représenter à lui seul, même aprés avoir sans doute été le seul bénéficiaire de son existence.

Il faudra peut-être y réfléchir à Tel Aviv. Pour le moment, on en est encore à digérer des résultats électoraux. Begin fait des proclamations qui vont droit au cœur de la partie la plus dure et la plus exaltée du peuple israélien et les travaillistes cherchent à sauver ce qu'ils peuvent des places qu'ils détiennent dans le pays et dans la communauté juive internationale. Mais il n'y a pas de quoi aller bien loin. Ni les fracas de Begin à l'égard de l'O.l.p. et des frontières ni ses affirmations d'économiste « libéral » ne constituent les bases d'une politique pour un Etat qui ne peut ignorer le reste du monde et ne peut négliger non plus les obligations d'une économie de guerre.

Le reste du monde est déjà aux aguets. Les conversations Vance-Gromyko à Genève ont rappelé que les deux Grands avaient toujours la situation au Proche-Orient en point de mire. Et que si, pour eux, il est dans l'immédiat urgent d'attendre, cette attente ne sera pas éternelle. Car le



risque d'une nouvelle guerre israélo-arabe ne fait l'affaire ni de Washington ni de Moscou, qui ne tiennent pas à se trouver face à face, même par combattants interposés, dans une région où la délicatesse leur paraît devoir l'emporter sur la force.

La chance de Begin tient peut-être au fait que les grandes puissances seront plus pressées d'aboutir qu'elles ne l'étaient jusqu'ici pour éviter des initiatives israéliennes dans les territoires occupés, que le nouveau Premier israélien a qualifié avec ostentation de « libérés ». Mais, puisque la Bible est aussi une référence précieuse en l'occurrence, le destin d'Israël après le règne de Salomon est un bon exemple des conséquences d'un excès de certitude. Parlant de la défaite de son parti, le travailliste David Hacoben affirmait « Nous avons été vaincus par nous-mêmes ». Un tel constat n'est pas seulement valable pour un parti.

CLAUDE FUZIER

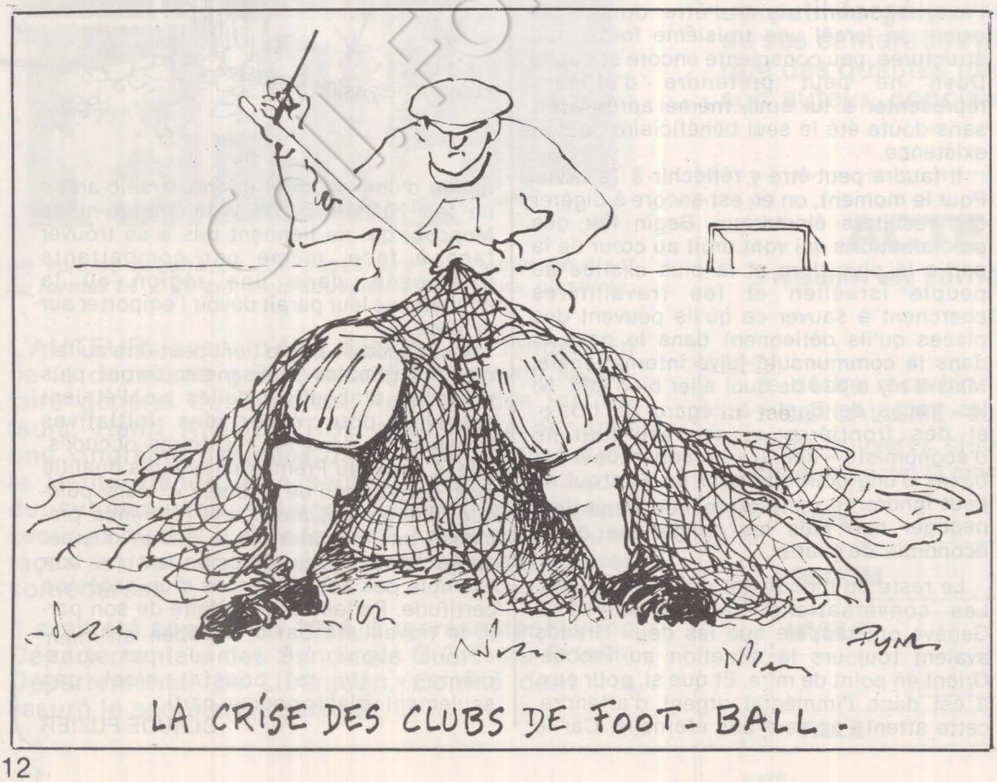
LES MAIRES SIFFLENT LE PENALTY

Il « Les verts », c'est Saint-Etienne. Nul ne peut l'ignorer, même s'il s'en moque. De même qu'il n'est pas besoin d'être amateur de football pour associer l'O.m. et Marseille. En ce sens, les équipes de football professionnel sont incontestablement les ambassadeurs des villes dont elles portent les couleurs. Et l'esprit de clocher, encore vivace dans notre pays, trouve dans la Coupe de France ou dans le championnat l'occasion de se défouler.

Malheureusement, lorsque les clameurs se sont tues, l'enthousiasme des supporters fait souvent place à la triste réalité : de nombreux clubs frôlent la faillite financière. Seules les subventions municipales ont permis la survie de la majorité d'entre eux. Cette situation n'a que trop duré. Aussi les maires socialistes de 14 villes (1) qui ont un club professionnel avaient-ils décidé de se rencontrer jeudi dernier à Nantes pour chercher à sortir de la situation actuelle. Une situation ainsi décrite par Pierre Mauroy, dimanche dernier, au club de la presse d'Europe 1 : « Sur le plan très précis du football professionnel, ce qui se passe est vraiment inadmissible. C'est devenu une des branches du show-business. Il y a une espèce de hit-parade et surtout des anomalies criantes auxquelles le gouvernement aurait dû, depuis bien longtemps, porter remède. Par exemple, lorsque des comédiens deviennent des professionnels, un département ministériel leur fait obligation de se mettre en société ; lorsque des footballeurs professionnels doivent gérer leurs problèmes, ceux de leur équipe et de leur club, c'est une association loi de 1901 « sans but lucratif » qu'ils doivent constituer, avec beaucoup de déficit... De plus, toutes les comptabilités des clubs professionnels sont truquées et l'on ajoute toujours quelque chose sous la table dans les transferts ! Il est absolument indispensable de remettre de l'ordre dans cette situation ».

Au plan du constat, l'unanimité se fera sûrement à Nantes entre les 14 élus socialistes. Chacun sortira ses chiffres et tous seront alors à même de mesurer ce que coûtent aux contribuables les clubs de leurs villes. Un bilan révélateur d'une gestion dont peu de clubs pourront s'enorgueillir.

L'Angevin Jean Monnier, par exemple, expliquera que le Sporting-club de l'Ouest (S.c.o.) ne se contente pas des 800 000 F de subventions que lui verse, chaque année, la municipalité. La note s'alourdit de 881 500 F d'engagements annuels indirects qui correspondent au remboursement, par la Ville, d'emprunts contractés par le S.c.o. et aux emprunts contractés par la municipalité elle-même pour réaliser des équipements destinés au club. Si l'on déduit 378 000 F de recettes diverses — redevances versées par le S.c.o. pour utiliser le stade et produit des taxes sur les spectacles — ce club coûte chaque année un peu plus de 1,3 million de francs aux contribuables angevins. Et, au rythme actuel, le déficit du S.c.o. pourrait malgré tout atteindre 700 000 F à la fin de l'année. Sans même qu'il y ait d'éléments de critique majeurs à formuler sur une gestion assez raisonnable !

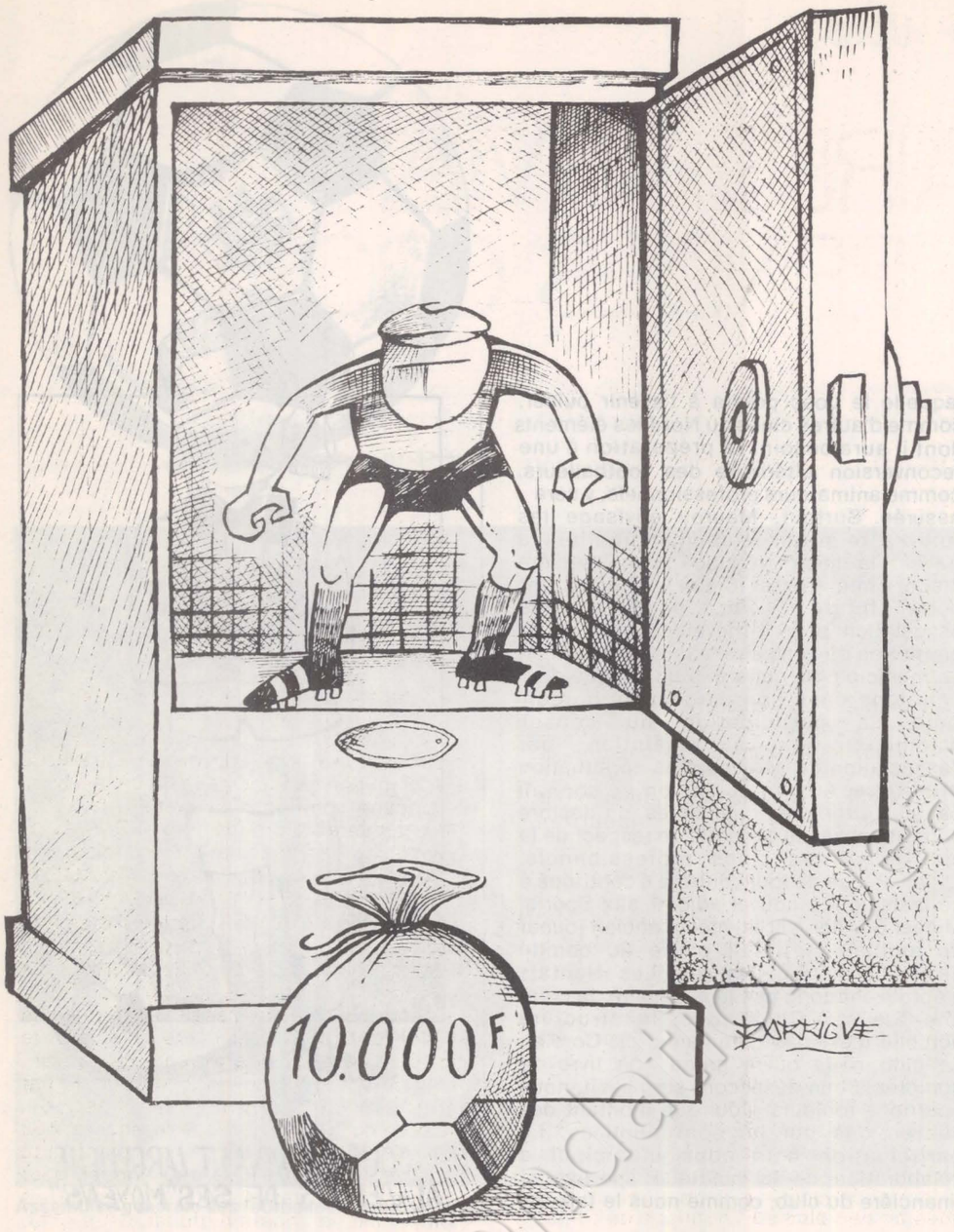


Un mécénat très spécial

A Lille, les choses sont un peu différentes. Malgré une subvention annuelle directe d'environ un million de francs, le Lille Olympique sporting-club (Losc) risque de se retrouver avec un trou dans la caisse de 1.8 million de francs à la fin de la saison. Si aucune solution n'intervenait, le dépôt de bilan serait alors inévitable. Or près de 58 millions de francs ont été investis par la Ville dans la rénovation du stade réservé au football professionnel. Mais sans doute est-ce à Rennes que la situation apparaît la plus grave. Le président du Stade rennais, Bernard Lemoux, vient de quitter ses fonctions. A son arrivée, le 10 octobre 1973, le déficit du S.r. dépassait légèrement le million de francs. Deux ans plus tard, le déficit avait pratiquement triplé, augmentant d'à peu près 100 000 F par mois pendant toute cette période. Aujourd'hui le déficit dépasse encore 2,33 millions. Pourtant, l'ancienne municipalité avait versé 650 000 F de subventions pour 1976 en plus des 450 000 F destinés à compenser la location du stade au S.r. Cette même année, les taxes sur les spectacles reversées par le club à la municipalité n'ont même pas atteint 400 000 F.

Que faire de plus en face de ce gouffre ? Depuis trois ans, le S.r. conserve déjà le produit de la publicité sur le stade, soit entre 500 000 F et 1 million de francs. Et, dans le même temps, la Ville a réalisé des travaux dans le stade pour un montant de 2,65 millions de francs. Actuellement, le S.r. a déjà perçu ses 400 000 F de subventions versées au titre de 1977 par l'ancienne municipalité. Le club n'en est pas moins au bord de la cessation de paiement. Faut-il en vouloir à la nouvelle municipalité de gauche si elle exige des garanties avant de faire un geste ? Sans compter qu'on peut s'interroger sur l'intérêt de consentir tant d'efforts financiers lorsque, à Rennes comme à Lille, les clubs ont enregistré de si mauvais résultats qu'il faut s'attendre à les voir « descendre » en seconde division. Sans doute ne peut-on, en sport, établir de parallèle entre l'investissement et la qualité du rendu. Mais tout de même...

En réalité, les difficultés financières d'un club sont souvent liées à ses performances sportives. Lorsqu'après une série de revers Rennes se trouve dans le peloton de queue, ils sont moins du tiers à payer une place au



stade. Et les ressources du club s'en ressentent. Si le Football-club de Nantes ne pose pas de problèmes au nouveau maire, Alain Chenard, cela tient sans doute aux bons résultats de ce club qui attire 15 000 spectateurs en moyenne par match. Aussi, avec 1,5 million de francs, les taxes sur les spectacles perçues par la Ville dépassent-elles le 1,3 million de subvention qu'elle verse au club. C'est un peu la même chose à Saint-Etienne où le club a réalisé 1,65 million de francs de bénéfices. Mais si, la saison prochaine, Nantes ou « les verts » enregistraient de mauvais résultats, ces clubs connaîtraient sûrement à leur tour le déficit, comme la grande majorité des autres clubs. C'est donc la gestion même des clubs-entreprises qu'il convient de mettre en question.

Même si, comme le déplore Mauroy, ils relèvent de la loi de 1901 sur les associations à but non lucratif, les clubs professionnels s'apparentent à des P.m.e. A ceci près que leur conseil d'administration s'appelle un comité directeur. Il se compose de membres en principe bénévoles et qui consentent certains « sacrifices » financiers à leur goût pour ce sport. Les présidents de clubs sont généralement des industriels fortunés qui ressemblent, dans certaines limites, à de petits mécènes. Certains scandales ont éclaté, ici ou là, pour montrer les limites de ce mécénat à l'occasion fort... rémunérateur. Il est vrai que le chiffre d'affaires de certains clubs tourne autour du milliard d'anciens francs et que l'absence de curiosité des municipalités, jointe à la généralisation des dessous de table lors des transferts de joueurs, créent des « occasions ».

L'affaire Gadocha

Toutefois, ce n'est là qu' un aspect marginal du problème. La mauvaise gestion des clubs s'explique surtout par certains excès dans les salaires versés aux vedettes, joueurs aussi bien qu'entraîneurs. La charte du football professionnel, rédigée voici quelques années,' prévoyait une sorte de plan de carrière des joueurs et les salaires correspondants, Les aspirants, jeunes gens de 16 à 18 ans qui aspirent à devenir professionnels, devraient toucher moins de 700 F par mois, nourris et logés. De 18 à 20 ans, ceux qui persévèrent sont stagiaires. Puis ils signent, à l'issu de leur stage, un contrat de 4 ans avec le club qui les a formés. Pendant toute cette durée, les salaires oscillent entre 700 F et 4 ou 5 000 F par mois, avec une rétribution moyenne située à peu près à mi-chemin entre ces sommes.

Ensuite, vers 25 ans, libéré de toute attache avec son club d'origine, le joueur peut espérer se vendre un bon prix. Toutefois, la charte a fixé le salaire maximum à 12 000 F par mois, se réservant la possibilité d'accorder exceptionnellement des dérogations. Vers 30 ans la carrière du footballeur touche à sa fin. En l'absence d'une politique facilitant leur reconversion, les joueurs ont donc 5 à 6 ans devant eux pour amasser un maximum en vue de cette reconversion qu'ils devront assumer seuls. Ils ont donc su faire monter les enchères. Quelques vedettes, comme Hervé Michel et Marius Trésor, gagnent 30 000 à 35 000 F par mois. Mais, sans atteindre ces sommes, beaucoup de joueurs gagnent beaucoup plus que le plafond des 12 000 F bien qu'aucune dérogation n'ait été accordée en ce sens à leur club.

Le F.c. Nantes, pourtant prudent dans ses acquisitions, a signé en 1975 un contrat avec Gadocha. Ce footballeur polonais avait fasciné les connaisseurs à l'occasion de la Coupe du monde de Munich, en 1974 . Aussi le F.c. de Nantes lui a-t-il proposé un salaire de 30 000F par mois pendant trois ans. Ganocha a accepté. Mais, depuis la signature du contrat, de mystérieuses douleurs « l'empêchent » de s'entraîner et de jouer comme il le devrait. Le club ne le fait même plus jouer en équipe première. Et Gadocha, sereinement, empoche ses 30 000 F par mois.

Lorsqu'on songe qu'un club comme Nantes compte une trentaine de joueurs salariés — aspirants, stagiaires et professionnels — plus 5 ou 6 entraîneurs, cela donne une idée des conséquences financières d'une mauvaise politique de recrutement d'un club.

A Lille, Georges Peyroche, l'entraîneur du Losc, touchait plus de 30 000 F par mois. Devant les mauvais résultats du club, il a été remercié. Il vient de réclamer en justice 1 million de dommages-intérêts. Le juge lui en a tout de même accordé pour un montant de 400 000 francs.

A quelque chose malheur est bon : le Losc n'a pas eu à verser beaucoup de primes à ses joueurs cette année. A Nantes, elles atteignent jusqu'à 2 000 F par match gagné et 10 000 F si le club va en finale de la Coupe.

Les hauts salaires fixés par contrat pour plusieurs saisons, les grosses primes, les transferts à prix d'or de joueurs d'une ville à l'autre, ou même d'un pays à l'autre, rendent périlleuse la gestion d'un club, S'il enregistre de mauvais résultats et que ses supporters le délaissent un tant soit peu,

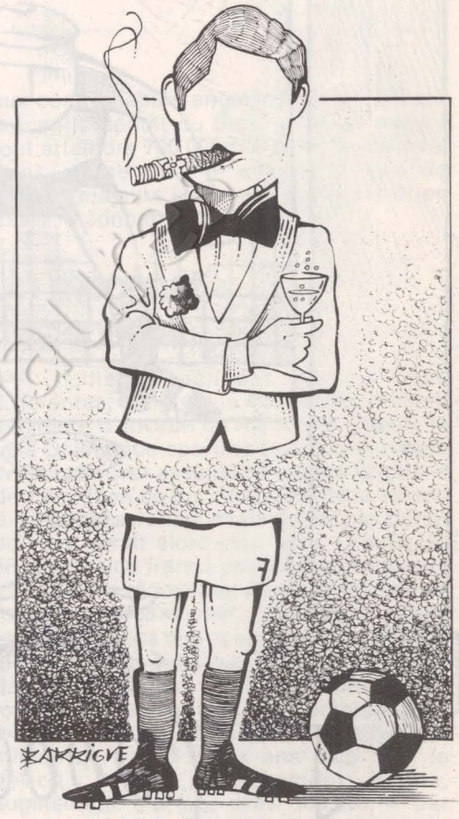
→

c'est le déficit (2). Or, nécessairement, il faut bien que des équipes perdent ! Et les municipalités ne veulent plus miser à fonds perdus dans un tonneau des Danaïdes dont la gestion leur échappe complètement. Il convient donc de changer les relations entre clubs et municipalités, Sur ce chapitre, différents élus socialistes ont émis des opinions et des propositions. Elles convergent largement, mais ne se rejoignent pas toujours.

A Sedan, la municipalité a estimé ne pas devoir continuer à dilapider des fonds et le club professionnel n'est plus. A Laval, à Lille, à Rennes les élus estiment que d'importantes décisions doivent être prises.

Ecole et reconversion

Pierre Mauroy paraît souhaiter le départ de la plupart des coûteuses vedettes du Losc. Celui-ci va descendre en seconde division. Il jouera avec des jeunes de la région, bien encadrés, ce qui lui permettra d'abandonner la politique actuelle de très hauts salaires. La municipalité prendra en charge une école de football régional, dans laquelle le Losc pourra à l'avenir puiser, comme d'autres clubs du Nord,les éléments dont il aura besoin. La préparation à une reconversion ultérieure des footballeurs, comme animateurs professionnels, y sera assurée. Surtout, Mauroy envisage les futures relations club-municipalité à travers la mise en place d'une société d'économie mixte (S.e.m.). Préfigurant cette future S.e.m. sportive, une association pour le développement et la promotion du Losc a vu le jour l'été dernier. La municipalité, qui a mis un chèque de 2 millions dans son berceau,surbordonnera sa participation au conseil d'administration au maintien par l'association de ses comptes en situation créditrice. A Nantes, où l'on ne connaît pas ces difficultés financières, on déplore surtout l'absence générale de respect de la charte par les clubs professionnels. L'inexistence de tout contrôle a contribué à ce laxisme. Le nouvel adjoint aux Sports, Michel Cordier, est lui-même ancien joueur de football et il fait partie du comité directeur du F.c. Nantes. Les Nantais n'éprouvent donc pas la nécessité de créer une S.e.m. « Chez nous, la structure actuelle n'est pas défaillante, dit Cordier. Le club nous ouvre grand son livre de comptes. Si un désaccord surgissait, nous pourrions toujours réduire le montant des subventions qui lui sont allouées. La participation d'un édile municipal à l'élaboration de la politique sportive et financière du club, comme nous le faisons



Gaston Defferre : "La municipalité a voulu faire confiance, une fois de plus, à l'O. m."

L'UNITE : Quelle est votre appréciation de la situation financière de l'Olympique de Marseille ?

GASTON DEFFERRE : la subvention annuelle votée par le Conseil municipal à l'occasion du budget primitif 1977 est de 1 million de francs. L'augmentation de cette subvention, qui était auparavant de 750 000 francs, traduit la volonté de la municipalité d'apporter son soutien à l'œuvre de redressement entreprise par les nouveaux responsables du club après les tribulations diverses qu'a connues la grande équipe marseillaise - vainqueur, rappelons-le, de lacoupe de France en 1969, du « doublé » (Coupe et championnat) en 1972, et à nouveau de la coupe de France en 1976, contre lyon. La municipalité a voulu cette fois encore faire confiance au dynamisme de l'Olympique de Marseille pour devenir la grande équipe dont les Marseillais étaient fiers à juste titre.

En plus de cette aide directe, l'O.m. bénéficie, en tant que principal utilisateur du stade municipal, des travaux de restauration et d'aménagement qui ont été réalisés directement par la ville de marseille. par ailleurs, par délibération du 26 mars 1975. La redevance versée par l'O.m. à la société d'économie mixte du stade a été ramenée de 3 % à 1 % des recettes brutes, déduction faite des taxes légales. La taxe sur les spectacles est payée par l'O.m. Elle est affectée au Bureau d'aide sociale.

La Société du stade à laquelle la Ville de Marseille participe est responsable de l'entretien général des bâtiment et terrains. Elle doit assurer les travaux d'amélioration et l'éclairage des réunions nocturnes moyennant une redevance de 1 500 F indexée sur le prix du kwh.

Au budget 1977, le fonctionnement et l'entretien des installations sportives (terrains de sport, stades municipaux, piscines, etc.) représentent 42 984 572 F.

En 1976, le budget d'équipement a atteint pour les réalisations sportives la somme de 68 500 000 F.

—Quels reproches faites-vous à la gestion de l'O.m.?

— En l'état actuel de l'organisation du football professionnel, la municipalité ne doit pas, à mon avis, s'immiscer dans la vie intérieure du club, la gestion (salaires, transferts, etc.) incombant exclusivement aux instances responsables du club, la municipalité se réservant de son côté le droit, au vu des résultats obtenus, d'apprécier l'opportunité du maintien de la subvention. Pour ce qui concerne la formation des joueurs, je suis partisan de la formule adoptée à Saint-Etienne, c'est-à-dire la formation sur place.

— Quelles sont, plus généralement, vos propositions ?

— Nous souhaitons tous une refonte complète des règles qui président au fonctionnement des clubs professionnels de football.

Je suis favorable à la proposition de Pierre Mauroy, c'est-à-dire la création de sociétés d'économie mixte. La réunion des maires socialistes à Nantes doit permettre un examen approfondi de cette proposition.





Assemblée générale des footballeurs professionnels en 1972.

ici, fonctionne sans dommages, Et il ne faudrait pas se priver du rôle des bénévoles, qui font l'essentiel de la vie d'un club ».

A Rennes, jusqu'ici, la municipalité ne contrôlait pas du tout la gestion du S.r. Le nouvel adjoint aux Sports, Francis Rédou, préconise l'élargissement du comité directeur du club : « A côté des cautionnaires qui font au départ un apport financier d'environ 150 000 F, on pourrait avoir les représentants des « socios », ces gens qui ont donné pour le club à l'occasion d'une souscription publique, ceux des supporters regroupés en comité, ceux de l'amicale des joueurs professionnels, des associations sportives de Rennes et enfin, bien entendu, ceux de la municipalité. Ce conseil pluripartite gérerait des fonds d'origine publique et privée. Il définirait la politique du club et pourrait, pour ce faire, mettre en place des commissions de travail. Enfin, les développement du centre de formation des joueurs permettrait de recruter les professionnels sur place, Il aurait en outre l'avantage de développer l'esprit club qui fait tant défaut aujourd'hui ».

André Delelis, maire de Lens, avait déjà abordé le problème des clubs professionnels devant l'association des maires de France, le 10 juin 1976 : « Les maires posent en principe, avait-il dit, que les activités sportives n'ont pas à dépendre des seuls moyens de la collectivité locale ». Après avoir énuméré certains souhaits visant à assainir la gestion des clubs, il ajoutait : « Tout en prenant acte du projet de décret fixant le statut des sociétés d'économie mixte sportives, les maires estiment que cette formule n'offre guère de solution aux problèmes du sport professionnel. Toutefois, ils considèrent que ce projet doit être adopté en fonction des suggestions des maires souhaitant le mettre en pratique ». Delelis abordait ensuite quelques principes. L'un visait à doter les clubs, ces entreprises particulières, d' un statut spécifique ; un deuxième, à poser les bases de la rémunération des joueurs ; le troisième, à interrompre l'effort solitaire des communes et le dernier à mettre l'Etat en face de ses responsabilités fiscales et financières.

Dans la lignée de Léo Lagrange

Peut-être la synthèse de ces différentes options sera-t-elle facilitée par les propositions déjà avancées par Michel Sainte Marie, maire de Mérignac et délégué national du P.s. aux Sports, à l'occasion d'un week-end de réflexion les 14 et 15 mai derniers.

Même si, dans la lignée de Léo Lagrange, le P.s. entend orienter le sport vers une pratique de masse et de loisirs, il n'est pas question aujourd'hui de condamner le sport professionnel.Dès lors, il convient de réglementer la liaison officielle sport-argent. Les joueurs professionnels, comme salariés, doivent bénéficier des droits de tous les travailleurs, La spécificité de leur courte carrière, plutôt que d'accélérer la spirale des salaires, doit trouver sa solution dans une formation de qualité facilitant leur reconversion,

Les clubs sont des entreprises, des employeurs. Si la loi de 1901 paraît mal adaptée à leurs activités, il conviendrait peut-être également de dépasser la loi Mazaud d'octobre 1975 sur la mise en place de S.e.m. sportives, Celles-ci pourraient, en effet, présenter certains risques pour les municipalités. En outre, il n'est pas sûr qu'elles apportent tellement de changements par rapport à la situation actuelle. En revanche, l'idée de sociétés civiles coopératives d'économie mixte semble plus novatrice et plus souple. Elle permet d'élargir les composantes de la société-club à de nouveaux partenaires tout en garantissant un bon contrôle de la collectivité publique. Un contrôle qui permettra aussi d'insérer le club professionnel dans un cadre départemental ou régional et de favoriser une pratique amateur de haut niveau.

Tous les éléments paraissaient donc en place pour le 26 mai. A l'issue de cette journée exploratoire, il était peu probable que les 14 élus socialistes se quittent en ayant arrêté la politique juste qui puisse satisfaire tout le monde. Mais ils en auront au moins tracé les grandes lignes. Personne n'avait encore eu le courage de s'attaquer à ce problème de cette manière.

JEAN-LOUP REVERIER

(1) Angers, Angoulême, Avignon, Besançon, Boulogne, Laval, Lens, Lille, Lorient, Marseille, Mérignac, Nantes, Rennes, Sedan. (2) D'où la tentation de recourir au doping dont on sait parfaitement qu'il est employé dans certains clubs français et pas seulement en R.f.a. C'est le résultat logique de la mauvaise conjugaison du sport et de l'argent. Quand commencera-t-on les contrôles antidoping prévus par la loi et qui n'ont, en France, encore jamais été effectués dans les vestiaires des terrains de football ?

LA "MANIP" DES GROS

S.E.C.

SOCIETE D'ENTREPRISES DE CANALISATIONS

145, Avenue de Saint Ouen - 75 - PARIS 17e

Centre de Travaux : 56 - LORIENT - 25 Rue Brizeux

Tous Travaux de Canalisations :

EAU — GAZ — ASSAINISSEMENT ETUDES ET PROJETS

S.A. au Capital de 2.000.000 de Francs

R.C. Seine 56 B 11-392

NOUVEAU

Au 94 rue Saint-Lazare à Paris

LA TIRELIRE

Distribution de Prêt-à-Porter féminin

Vente directe

à prix super-promotionnel

Epargnez en nous rendant visite

Conditions intéressantes pour Comités d'entreprise. Nous consulter. Tél. 874.56.94.

Publiquement les « gros » patrons se disent prêts à jouer le jeu dans l'hypothèse de l'arrivée de la gauche au pouvoir... mais dans le même temps ils affolent les « petits » industriels, commerçants et cadres.

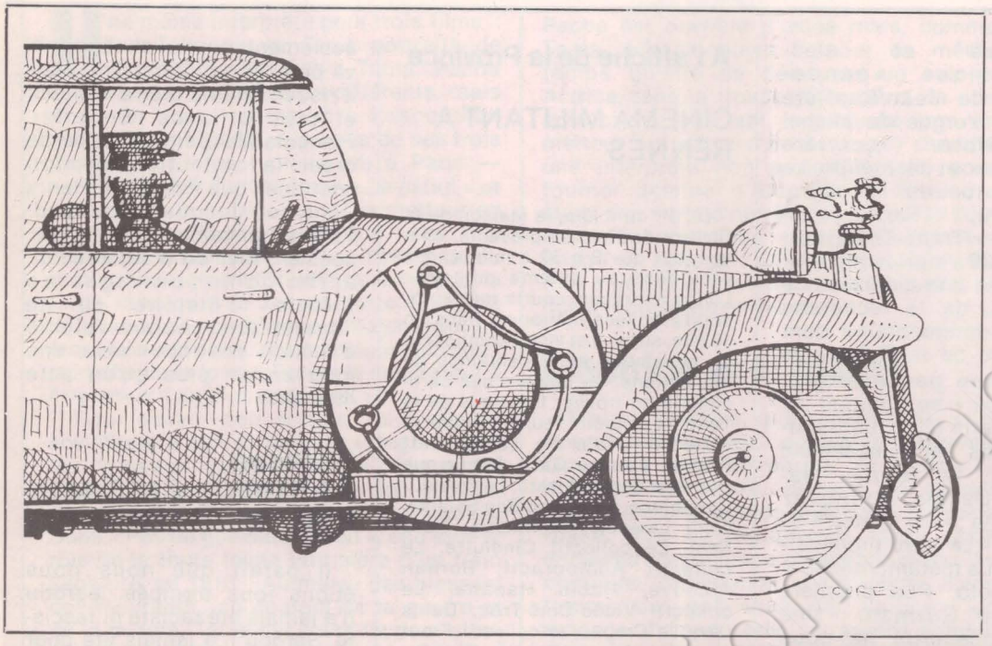
Les patrons ont peur de la gauche, mais bien souvent ils ne savent ni ce qu'elle est ni ce qu'elle veut. Qu'ils en aient peur pourrait signifier que les objectifs du programme commun sont clairs et touchent l'adversaire où il faut. Cette image, juste mais un peu simple, ne résout pas tout. D'abord parce que la gauche établit les distinctions nécessaires entre gros, moyens et petits patrons ; ensuite parce que tout ce qui se fonde sur l'ignorance peut servir aux pires campagnes politiques. Le plus frappant indice de cette méconnaissance de la gauche, c'est peut-être cette exclamation jaillie au récent forum organisé par « l'Expansion », avec Georges Marchais. Alors que le secrétaire général du P.c.f. parlait du programme commun, il s'est entendu demander par un patron : « Lequel ? » Personne ne savait qu'il y en avait plusieurs... A l'approche de la vraisemblable victoire de la gauche aux prochaines élections législatives, le patronat essaie de multiples façons d'organiser son information, de montrer quelles seraient les conséquences pour les entreprises et pour les responsables. L'analyse de cet effort d'explication permet d'entrevoir vers quels types d'affrontements la gauche se dirige si elle accède au pouvoir. On les perçoit à travers quatre éléments datant de ces tout derniers mois. Une brochure du C.n.p.f. intitulée « La logique de la collectivisation », une brochure de l'Union des chefs et responsables d'entreprise au titre non moins révélateur de « Hold-up sur l'entreprise », un numéro spécial de la publication « Placements et investissements » spécialisée dans les problèmes de la Bourse, enfin les récents forums de « L'Expansion » qui ont mis successivement François Mitterrand, puis Georges Marchais, face à plusieurs centaines de patrons.

La revue « Placements et investissements » a recueilli de nombreuses déclarations de personnalités de la gauche dans lesquelles elle souligne aussi bien la volonté de changer les abus que celle de distinguer entre gros et petits. Les conclusions propres à « Placements et investissements » occupent peu de place et les inquiétudes qui y figurent ne dépassent pas ce qu'il est légitime d'attendre des milieux de la Bourse à la veille d'une éventuelle victoire de la gauche.

Le texte du C.n.p.f., » La logique de la collectivisation », est plus ambitieux puisqu'il essaie d'expliquer l'attitude de la gauche sur l'ensemble des problèmes de l'entreprise. Têtes de chapitre : de quelques nationalisations à la dynamique de la collectivisation, l'entreprise sans la liberté d'entreprendre, du contrôle à la substitution du chef d'entreprise. La thèse est simple : les quelques nationalisations prévues en entraîneront beaucoup d'autres. L'entreprise encadrée par la pression du crédit et par celle des syndicats, ne pourra plus se développer. Les ouvriers qui commenceront à participer au contrôle de l'entreprise finiront par y prendre le pouvoir tout entier. Et, pour effrayer, on passe, dans l'évocation, de l'Union soviétique au Portugal. Pourtant, le ton du grand patronat reste mesuré. Sous le prétexte d'informer, il désinforme, mais sait garder la mesure qui convient aux hommes du monde.

Il en va tout autrement de ce petit joyau qu'est « Hold-up sur l'entreprise ». Partant souvent des mêmes analyses que les « gros » — et ça n'est pas un hasard — les petits patrons perdent complètement les pédales. On passe de l'analyse tendancieuse à la panique. Plus que les nationalisations, la bête noire, ici, c'est le Plan, énorme machine totalitaire qui écrasera tout le monde. « La gauche a la haine du profit, il faut que les industriels et les commerçants le sachent ». Les industriels, tous les industriels vont se faire voler leur entreprise. Alors, ils s'aveuglent au point d'écrire des phrases comme « Comment concevoir le développement, secteur public et le maintien du secteur privé ? », la réduction de son importance étant directement assimilée à sa mort. Sans nuance.

Les patrons apprennent, dans cette brochure, que « l'ensemble des mesures préconisent le renversement du système économique et politique actuel et la dénonciation du système de valeurs de la société française, destruction du droit de propriété, mise en place d'un système « verrouillant » la presse et, surtout, arrivée au pouvoir d'une caste de fonctionnaires bureaucrates. » L'amalgame et la déformation sont utilisées avec brio et, pour les rendre plausibles, on signale que « les termes utilisés (par la gauche) n'ont pas le sens que l'on veut faire accroire ».



essaient de négocier avec la gauche, ils tentent de cerner aussi exactement que possible ses intentions d'action. Ils restent calmes. Mais dans le même temps ils affolent les petits entrepreneurs et, par voie de conséquence, certains cadres et commerçants. On peut y voir la préparation d'affrontements brutaux, affrontements de classes sur lesquels la droite s'appuie toujours pour garder le pouvoir ou tenter d'y revenir. C'est exactement ce qui s'est passé au Chili avc les camionneurs, Et c'est ce qui s'est passé au Portugal dans l'agriculture : ce sont les petits propriétaires, manipulés par les gros, qui ont mené les batailles les plus dures contre la gauche, parce qu'ils avaient peur plus que parce qu'ils risquaient réellement quelque chose. C'est sur la base de vraies tensions sociales que la droite prépare son retour, Légal ou illégal, au pouvoir. Il faut déjà en prendre conscience, Si cela fait peur à quelqu'un il peut toujours s'en tenir à ce cri du cœur d'un des participants au forum : « Vous feriez mieux de travailler au lieu de lutter ».

FRANCIS PISANI

Faut-il rire de ce texte ? Bien sûr. Mais il faut aussi s'en inquiéter. La comparaison entre la position prise par les gros et les petits patrons laisse en effet entrevoir une stratégie qui peut être dangereuse pour la gauche. Reprenons. L'ensemble du patronat combat la gauche : c'est normal. Mais alors que les gros ont la possibilité d'analyser les risques véritables, voire d'ouvrir le dialogue, les petits sont incités discrètement par les gros à la réaction la moins positive : la peur, celle qui vient des tripes et qui aveugle.

Un exemple évident en a été donné lors du forum de « l'Expansion » avec Marchais. Le secrétaire général du P.c.f. a dit : « Je ne viens pas vous convaincre, mais vous expliquer ». La salle était nerveuse? houleuse même, et bête à pleurer. Tel patron accusait les photographes, qui faisaient leur travail, de céder au culte de la personnalité. A Marchais qui disait : « On nous accuse de tous les maux de la terre », tel autre répondait : « Moins que les patrons, moins que les patrons ». Sans parler, bien sûr, de l'ancien ouvrier qui demandait au secrétaire général du P.c.f. de « rester pur » et l'invitait, des sanglots dans la voix, à « venir manger des lentilles au lard ». Le passionnant, c'est que l'offensive avait été discrètement lancée par Antoine Riboud sur des questions économiques sérieuses comme l'inflation, le déficit de la balance commerciale, etc. Mais reprise au niveau de la peur viscérale par les plus petits. Pendant ce temps, Riboud s'esquivait en douce.

Il ressort de la lecture de ces publications, comme de l'atmosphère du forum, une impression : les gros patrons

Nous ne changerons pas la vie,
si nous ne changeons pas la politique.

Jean-Denis Bredin
Les Français au pouvoir?

"Un brillant essai ... Dix sept propositions, pas moins, sont avancées dans l'épilogue, pour aider les Français à prendre enfin le pouvoir chez eux."

Pierre Viansson-Ponté / Le Monde

"Une méditation originale et passionnante sur la notion de pouvoir."

Gérard Humbert-Goury / Le Matin de Paris



grasset

M.B.C.



changer la vie culturelle

CINEMA
UN PEU FORD DE CAFE

Après deux années de procédure, la revue mensuelle « Cinéma 77 » vient d'être condamnée pour diffamation, en raison d'une critique un peu vive d'Albert Cervoni sur un dictionnaire des cinéastes publié par Charles Ford.

Il y aurait, une fois de plus, beaucoup à dire sur les limites que, aux yeux du droit français, atteint vite la liberté de la presse dans le genre de l'article polémique Mieux vaut donner un coup de main à « Cinéma 77 » (6, rue Ordener, 75018 Paris), dont il faut rappeler qu'il est édité par la Fédération française des ciné-clubs : c'est, en effet, 15 000 francs que lui coûtera ce qu'il est convenu d'appeler une décision de justice.

Le coup de main, ce peut être de se procurer la livraison de mai de « Cinéma 77 », qui contient des entretiens avec Arthur Penn et avec le Soviétique Gleb Panfilov (voir page 19) ainsi qu'une étude sur le cinéma africain, soit un numéro aussi intéressant que celui d'avril — où l'on pouvait remarquer notamment une analyse sur la gauche et le cinéma.

D'autant que « Cinéma 77 » a su aussi mettre les rieurs de son côté. Dans ces deux derniers numéros, il a commencé en effet la publication mensuelle d'un « Dictionnaire des erreurs de Charles Ford » qui risque d'être le plus drôle des feuilletons.

Festivals d'été
C'EST PARTI

L'été n'est pas encore là. Pourtant, la saison des festivals a déjà commencé. A Paris comme en province à Cannes a ouvert le feu avec le cinéma. Les autres disciplines ont pris le relais Au Planétarium du Palais de la Découverte, jusqu'au 8 jun, la capitale accueille le 1er Festival de musique électronique et électro-acoustique : «pandemonium» de Jean/Baptiste Barrière et l'orgue de Michel Asso. Notre confrère « Libération » et le théâtre Le Palace (8, rue du Faubourg-Montmartre, Paris 9e) présentent « Trans-Théâtres», jusqu'au 29 mai : le tour d'horizon, en une quinzaine de spectacles, de la recherche théâtrale contemporaine dont le ministère de la Culture se désintéresse parfaitement. « Chili-Espoir » se poursuit au Palais des arts (235, rue Saint-Martin, Paris 3e) : l'ensemble Trabunche, la troupe Mamulengo, Osaldo Rodriguez et du cinéma ; « La spirale » de Mattelard, « La terre promise » de Littin, « La métamorphose » d'Helvio Soto, « La première année » de Guzman, « Une minute d'obscurité ne nous aveugle pas » de Scheumann et Heynowski, et « Actes de Maroussia » de Littin.

Du côté des provinces, départ dans la diversité également Sigma organise à Bordeaux, les 26, 27 et 28 mai, le premier concours de jazz d'Aquitaine. A Toulon démarre le 27e Festival de musique (qui durera jusqu'au 12 juillet), avec le Ballet du Rhin. Jusqu'au 5 juin Bourges va vivre à l'heure du 7e Festival international de musique expérimentale, Le 29 mai Amiens, dans le cadre de la Fête de la Rose, propose un Festival « folk ». Et Morlaix annonce, pour les 28 et 29 mai, sa deuxième Fête d'expression populaire.

AUDIOVISUEL SOCIALISTE

«Audiovisuel année zéro» : C'est un sujet brûlant que commençait à aborder, le mois dernier, le mensuel socialiste de l'audiovisuel, « Unisson», en même temps qu'il interviewait Jacques Attali, Pauline Julien et Anne Sylvestre. Maurice Séveno publie la deuxième partie de son étude dans le n° 3 (mai) de cette revue, qui met également à son sommaire des entretiens avec Léo Ferré et Luc Ferrari, un article sur Elia Kazan, des textes de Jo Schmelzer, David Gisse, Didier Levallet... Le tout sous le beau dessin de pochette de «l'Internationale» qu'Uniteledis vient d'enregistrer («Unisson», 19 avenue Trudaine 750009 Paris).

A l'affiche de la Province
CINEMA MILITANT A RENNES

Du 1er au 4 juin, la Maison de la Culture de Rennes présente, chaque jour de 12 h 30 à minuit, des «Journées du cinéma militant». Longs métrages, courts métrages, courts-moyens métrages, films en 16 mm, super 8 et vidéo composent un ensemble d'une centaines de réalisations. Au nombre des participants on trouve : Les amis de la Terre, le collectif Feuille-Foudre, le collectif Grain de sable, Jeff Falmor, Armand Gatti, Dominique Dante, le collectif Iskra, Le collectif Cinéthique, Mohamed Ben Salama, Gudi Lawaetz, Sonimage, Nora Seni, Le collectif Cinélutte, Le collectif Audiopradif, Borhan Alaouye, Habib Hanana, Le collectif Vidéo-Ciné-Troc, Denis Lévy, le Crepas, le collectif Front paysan, Le collectif Cinéma nalutta, Armand Mattelard, l'unité de production cinématographique de Bretagne, le collectif Coco and Co, etc. Ce panorama est dû au critique Guy Hennebelle et au cinéaste René Vautier. Est-il utile de préciser que tous ces films, pratiquement pas (ou peu) diffusés dans les circuits commerciaux, n'ont jamais été rassemblés ni confrontés auparavant ?

Edition
ACTION POETIQUE

Le titre n'est pas nouveau : depuis 25 ans «Action poétique» est l'une des plus importantes revues de poésie en France, rendant régulièrement compte des surgissements imprévisibles, n'en cachant pas les contradictions, faisant jouer les oppositions. Non seulement ce travail éditorial va pouvoir se poursuivre, mais il risque même d'être meilleur et plus efficace. En effet, François Maspéro a décidé de créer la collection «Action poétique» que dirigeront Henry Deluy et Jacques Roubaud. Poésie française ou étrangère, poésie d'hier ou d'aujourd'hui, anthologies ; ouvrages de théorie, d'histoire ou de linguistique : chaque volume d'«action poétique» sera une intervention plus qu'un acte littéraire.

Chanson
SARDOU, FAIS-MOI RIRE !

Il paraît que nous nous étions tous trompés. Sardou n'a jamais été raciste ni fasciste. Sardou n'a jamais été pour la peine de mort. Sardou n'a jamais manié le cocorico ni caressé les chauvins dans le sens du poil. Sardou n'a jamais été colonialiste. Sardou n'a jamais été pro-américain ni belliciste. Il parait que tous ces trucs-là ce sont des étiquettes qu'on lui a collées injustement dans le dos. Des méchants qui ont fait ça ! Car Sardou est un gentil, un doux. Il semble même qu'il soit de gauche, qu'il ait «des idées communes sur des tas de choses avec les gens du P.S.» Tout ça, c'est lui qui l'a affirmé dans une «entretien-choc» qu'il a accordé la semaine dernière à deux de nos confrères du «Matin de Paris». «Les gens du P.S.», comme il dit, apprécieront ! Que nos lecteurs se rassurent ; nous ne renverrons pas l'ascenseur : nous n'irons pas «collaborer» à «Minute»... Soyons justes : Sardou, Michel de son prénom, a beaucoup évolué ces derniers temps. Puisque le tragédien crispé de la droite en perdition se pare à l'avance d'un costume de clown en l'honneur de la gauche victorieuse. Ah ! l'opportunisme... Tu étais sinistre, Sardou... Tu commences à être drôle, Sardou, fais-nous rire !

Jean Paul LIEGEOIS

LES TROIS SŒURS... SOVIETIQUES

Une même interprète pour trois films : Ina Tchourikova. Trois portraits de femmes soviétiques : Tania, Pacha et Elisaveta. Trois destins différents, mais avec un point commun : l'ascension sociale et spirituelle. A propos de ses trois films, actuellement présentés à Paris — « Pas de gué dans le feu «, « Le début » et « Je demande la parole » — le metteur en scène Gleb Panfilov explique: « La fille ordinaire extérieurement ne l'est pas du tout intérieurement. On lui trouve l'esprit, la force, la volonté de Jeanne d'Arc. Le héros de chacun de nos films a du talent tout en étant très ordinaire. Nous voulons détruire le mythe de la forme. Forcer le spectateur à être attentif au plus ordinaire. »

Pour servir son projet, le cinéaste soviétique a trouvé dans le visage ingrat, les grosses jambes et la démarche maladroite de Tchourikova — son épouse, dans la vie — une autre Giulietta Masina. Dans « Pas de gué dans le feu », elle joue le rôle de la toute jeune infirmière d'un train sanitaire, en 1918 . Au milieu des blessés, des mourants, au contact de la guerre et de la misère, Tania découvre l'amour et se découvre un talent de peintre. Car aux wagons sanitaires est venu s'accrocher le wagon de l'« agitprop ».

Peu à peu Tania, l'orpheline provinciale, se prend à dessiner. Elle apprend aussi des bribes de marxisme à travers les propos du commissaire politique et de son assistant. Elle est désarmante de naïveté, d'authenticité et de dévouement les hasards des combats, à la fin de « Pas de gué dans le feu », transforment ce destin tout neuf en celui d'une héroïne : parce qu'elle a voulu tuer l'officier blanc qui avait fait torturer le vieux commissaire politique capturé avec elle. La dernière image du film est un gros plan du visage de Tania, blessée, ouvrant ses grands yeux naïfs et effrayés devant la douleur et la mort.

« Le début » est aussi l'histoire — située de nos jours — d'une jeune provinciale. Pacha est ouvrière d'usine mais, comme Tania, elle découvre l'amour en même temps qu'elle se découvre un talent. Actrice dans la troupe d'amateurs de son entreprise, elle est remarquée par un metteur en scène moscovite qui cherche une interprète non professionnelle pour tourner Jeanne d'Arc. Pacha deviendra aussi une sorte d'héroïne du temps de paix en Union soviétique, puisque la dernière image est celle de l'affiche gigantesque du film placardée sur les murs de Moscou et qui la représente en Jeanne.

L'actrice et le maire

Moins linéaire, plus subtil et plus approfondi est le récit du destin d'Elisaveta Ouvarova « Je demande la parole »), madame le maire, député au Soviet suprême d'une grande ville de la province russe. Pas de maladresse chez cette ancienne championne olympique de tir. Au contraire, l'assurance et l'équilibre d'une femme qui sait maîtriser sa vie : un mariage d'amour avec un sportif comme elle, deux beaux enfants et l'ascension impeccable dans le « cursus honorum » du P.c.u.s. qui l'a amenée à occuper ces fonctions de premier magistrat d'une cité — les femmes occupant ce type de poste se comptent par milliers en Union soviétique. On a l'impression qu'Elisaveta n'aurait jamais jeté un regard en arrière sur sa vie si un accident stupide ne lui avait enlevé son fils. Ce retour en arrière n'est jamais marqué par le regret, mais bien plutôt par le sentiment du devoir accompli vis-à-vis d'elle-même et vis-à-vis des autres.

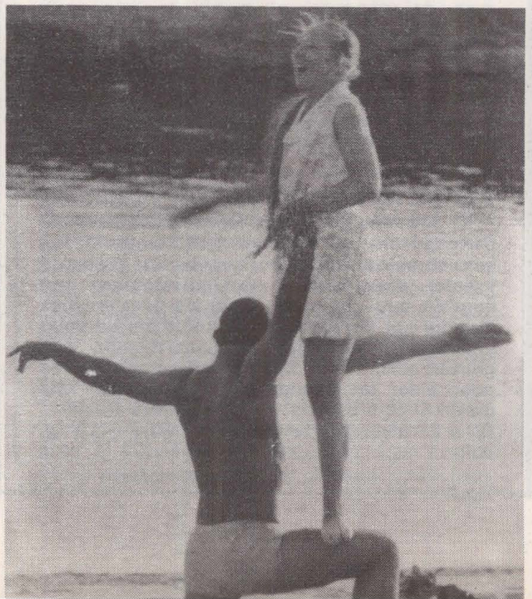
Panfilov donne cependant de ce personnage de femme classique de la littérature et du cinéma, le héros positif, une dimension intime assez nouvelle dans le cinéma soviétique. A côté de la vie publique d'Elisaveta, il y a sa vie familiale et sa vie de ménagère. C'est dans ce lieu-là qu'elle est mise en question. Les certitudes s'effacent pour faire place, bien souvent, à l'échec. Elle n'a pas su faire partager à son mari et à ses enfants la conception qu'elle a de l'intérêt public et du rôle d'un responsable du Parti. Ils n'ont pas compris qu'Elisaveta refuse de leur offrir, grâce à son poste, les avantages que constituent une voiture de fonction, l'obtention d'un appartement pour un ami ou une subvention pour un club de football. Un jour qu'Elisaveta rentre d'une réunion à Moscou, elle trouve la maison vide : les enfants et le mari sont sortis. Pour tromper son attente et se cacher à elle-même sa déception, elle lave et frotte le parquet de l'appartement...

Cet échec familial et la mort de son fils vont pousser Elisaveta Ouvasova à s'absorber plus que jamais dans son personnage public. A la fin de « Je demande la parole », elle a fait de la construction d'un pont une affaire personnelle — une fixation, diraient les psychiatres. Ainsi, se promenant sur un pont de Moscou, elle sort de son sac un mètre ruban pour en mesurer la largeur des piliers... La dernière image la montre demandant à intervenir pour obtenir la réalisation de l'ouvrage. On serait tenté de croire, avec ce dernier film, que pour Panfilov une femme qui réussit dans sa vie publique échoue dans sa vie privée ; dans « Le début », déjà, la réussite de Pacha-Jeanne d'Arc avait pour contrepartie un échec amoureux. Quoi qu'il en soit, les exigences éthiques des héroïnes de Panfilov s'accordent mal avec le rôle traditionnel attribué aux femmes et dont la société soviétique, comme la nôtre, conserve l'image.

Gleb Panfilov, quant à lui, se prépare à tourner son quatrième film : une Jeanne d'Arc. Avec comme principale interprète, on s'en serait douté, Ina Tchourikova.

EMMANUELE PLAS







AVATARS DU FEUILLETON

On se disait : « C'est trop beau, ça ne peut pas durer ». Chaque vendredi soir, Antenne 2 offrait, avec « Un juge, un flic », un feuilleton sortant de l'ordinaire. Sous l'apparence anodine d'une comédie policière, cette série s'aventurait dans les coulisses du Pouvoir et prenait la main dans le sac quelques notables au-dessus de tout soupçon. Des détournements de fonds publics à l'évasion de capitaux, des filières de la drogue aux combines de politiciens véreux, chaque épisode se glissait entre l'arbre et l'écorce, la politique et l'argent, nous révélant l'existence de l'étrange vermine qui s'y tapit.

Pour mener l'enquête, un petit juge à moustache blonde et nom à particule, un « Monsieur bien » auquel on aurait donné la Légion d'honneur sans confession. Mais ne vous y fiez pas : son acharnement le rend sourd aux conseils de prudence, sa lucidité le pousse à trahir sa classe. A son propre étonnement, il se retrouve « gauchiste malgré lui » et son avancement nous paraît sérieusement menacé. Hésiterait-il à porter le fer dans la plaie, à démasquer les activités parallèles d'une certaine droite, que son ami le commissaire le rappellerait à l'ordre. Les exploits de ces deux fins limiers rendaient au téléspectateur le goût de la justice.

Car on y croyait. On oubliait qu'il s'agissait d'une fiction, tant les faits qui nous étaient contés s'inscrivaient dans l'actualité quotidienne. La preuve ? La mésaventure du patron de « L'anchoïade », restaurant de Marseille qui, dans la nuit du vendredi 6 mai, reçut une pluie de coups de téléphone. Les uns annulaient une réservation, les autres s'inquiétaient des effets de la mitraillade. « Quelle mitraillade ? » demandait le propriétaire ahuri. « Celle dont la télé vient de parler », lui répondait-on. En présentant le feuilleton, un journaliste avait, en effet, annoncé l'attaque du restaurant par une bande de racketteurs. Menacée de procès par le gargotier, Antenne 2 a promis de rectifier le tir et de signaler qu'on pouvait dîner à « L'anchoïade » sans porter de gilet pare-balles. Ce quiproquo rend hommage au réalisme de Denys de la Patellière, auteur du feuilleton,

Pour lui succéder, on nous propose : « Allez, la Rafale », une ode au rugby qui s'étirera sur six semaines. Elle partait favorite, ayant lors de la première, le 20 mai, mobilisé 52 % des téléspectateurs, contre 22 % au « Barbier de Séville » (T.f. 1) et 26 % au dossier sur la retraite (F.r. 3). Mais les indices de satisfaction vengent « Le barbier » (14/20) et les retraités (15/20) n'accordant qu'un très médiocre score de 11/20 au mélo sportif. Pourtant, l'idée semblait prometteuse. Les fervents du ballon ovale se réjouissaient de voir Jean Prat en personne et toute une floppée de joueurs célèbres mêlés aux figurants. Il y aurait de l'action, de la bagarre, et de l'amour aussi à l'intention des dames et des demoiselles qui préfèrent les élans du cœur à ceux du pack.

Hélas ! ce navet est resté sur tous les estomacs. L'illusion de vérité qui, dans « Un juge, un flic », forçait notre conviction, a cédé le pas au guignol folklorique. On nous assure que ce village d'opérette existe, que ses habitants y parlent avec cet accent à couper au couteau et qu'ils ne vivent que pour les challenges que se disputent les équipes régionales. Nous répondons qu'ils sonnent faux, du curé jusqu'à l'entraîneur, et que leur agitation, leurs grimaces nous donnent la migraine. Sans doute la passion que le scénariste, Jean Chouquet, et le dialoguiste, Denis Lalanne, grand reporter à « L'Equipe », portent au jeu à XV étouffe-t-elle tout esprit critique. Il leur suffit de répéter « feinte de passe » pour s'esclaffer à la barbe du téléspectateur qui se sent aussi seul qu'un invité sobre dans un banquet d'anciens combattants.

Puisque le rugby est à la mode, qu'attend le petit écran pour adapter l'irrésistible nouvelle de Marcel Aymé, intitulée « Sporting » ? On y voit, sur fond de campagne électorale, le candidat de la droite acheter les joueurs d'un club parisien, pour faire gagner l'équipe qu'il patronne. Ce détournement du sport à des fins politiques n'a rien perdu de son actualité. Sauf que, chez Marcel Aymé, la droite gagnait les élections.

GABRIELLE ROLIN

Y A D'L'ABUS !

Durant trois jours, depuis le jeudi 19 mai, toutes les chaînes se sont disputé l'inénarrable Jean-Pierre Soisson dont les gags illuminèrent les bulletins d'informations. Chaque fois qu'il ouvrait la bouche pour déclarer : « Le soleil revient, c'est de bon augure «, paf ! une tente lui tombait sur la tête, un torrent de boue emportait ses militants, la bourrasque dispersait ses dossiers. Que ceux qui jugent ce comique un peu gros écoutent le maître, juché au sommet des arènes de Fréjus, dispenser la bonne parole aux journalistes accroupis à ses pieds. « Avec mon commando opérationnel, nous disposons de trois cents jours : cent pour former un parti, cent pour occuper le terrain et cent pour gagner les élections. Nous maintiendrons le flambeau de la tradition politique des R.i. tout en nous efforçant de rejoindre les couches populaires... » A deux pas delà, une belle dame qui pataugeait dans la gadoue s'exclamait, ravie : « Oui, le parti a fait peau neuve. Ce qui me surprend le plus. c'est la présence d'ouvriers. » Et nous, alors !

Dans un style plus pincé, mais fort efficace, le fantaisiste J.J.S.S. a salué ainsi, sur Antenne 2, sa victoire contre Edgar Faure : « Heureusement que Giscard ne m'a pas soutenu ! J'aurais perdu la présidence du Parti radical. » N'empêche qu'il s'engage, lui, à soutenir celui dont il craint tant l'appui...

Les cinq cent mille jeunes chômeurs qui désespèrent de trouver un emploi, les innombrables mères de famille en quête de crêche, apprécieront particulièrement une nouvelle publicité projetée sur les deux chaînes et montrant les problèmes résolus par un coup de baguette magique et giscardienne. « Le gouvernement vient de prendre dix-huit mesures pour aider les Français, proclame une voix grave. Si ce n'est pas vous c'est votre voisin ». Et si ce n'est pas le voisin non plus, c'est du bidon ?

Téméraire Jacques Martin, voici qu'il ose attaquer Anne Gaillard ! Ayant appris que la tigresse de France-Inter cherchait une maison à louer pour ses vacances dans l'île de Ré, il a mené l'enquête sur le terrain, Et pourtant Anne Gaillard avait pris soin de lui téléphoner pour lui interdire de projeter ce reportage à sa « Lorgnette ». Et il a passé outre... Ca va barder !

Antenne 2, sans doute toujours à court d'argent, vient d'autoriser la société de parfums « Paris-Echo » à employer son sigle. Pour chaque flacon d'Antenne 2 vendu, la seconde chaîne touchera 5 % du prix de base. Mais, en apprenant ce marché, le peintre Georges Mathieu — auteur du sigle en question — a crié au scandale. Ah, mais ! son génie graphique ne se galvaudera pas dans une opération commerciale. Qui disait que l'argent n'avait pas d'odeur ?

Pierre Santini "Un flic" : "Le feuilleton est un genre qui a des limites. Nous les avons repoussées."

En commissaire Villequier, Pierre Santini a été, aux côtés de Michel Duchaussoy, le héros de cette série au ton un peu différent, « Un juge un flic ». Costaud à l'air solide et calme, l'œil aux aguets, le sourire direct, Pierre Santini parle de ce qu'est un feuilleton télévisé, son impact, le travail qu'il demande aux comédiens et, surtout, les limites d'un genre qui, comme une chanson, peut faire passer une idée mais pas changer le monde...

PIERRE SANTINI : Je crois que « Un juge, un flic » a plu au public surtout par le couple formé par Duchaussoy et moi. Ce que nous avions essayé d'y mettre, c'est-à-dire de l'humour, un rapport moderne, rare, et très bien passé, La série avait l'avantage d'être française tout en ayant la qualité de ton et d'action d'une bonne série américaine.

L'UNITE : Il y avait aussi un ton un peu nouveau dans « Un juge, un flic », un peu polémique et critique.

— Peut-être aussi, oui. Sans doute était-ce intéressant pour les gens de voir tout à coup, même de façon assez simplifiée, dénoncer des pratiques peu correctes du monde de la haute finance. Mais nous pas essayé de faire des références précises à des affaires récentes. Parce que nous n'avons pas à donner notre interprétation de la réalité. Si nous voulions la donner, nous n'utiliserions pas le procédé du feuilleton. Ce serait plus de la compétence du cinéma de le faire parce que je crois que le feuilleton est un genre qui a ses limites.

— Quelles limites et comment sont-elles définies ?

— Le feuilleton, d'abord, a un rythme périodique et fonctionne selon certaines habitudes d'écoute. C'est un genre contraignant ; il ne permet pas de traiter certains sujets avec tout le regard critique, toute l'indépendance qu'on pourrait souhaiter.

Pourtant, c'est intéressant un feuilleton, parce que c'est très regardé, mais il doit être plus schématique. Il cherche une audience particulière, il s'adresse autant aux enfants qu'aux adultes. Il y a une exception : « Scènes de la vie conjugale », de Bergman. Mais « Un juge, un flic » reste quand même un de ceux qui ont été le plus loin. Certaines réactions nous l'ont montré ; des réactions hostiles dans les milieux critiqués par la série ; le patronat, par exemple, s'est senti visé.

— Est-ce vraiment une fatalité de considérer que le feuilleton a plus de limites que la dramatique et plus encore que le cinéma ?

— Pour le moment, c'est comme ça. Je ne dis pas que ça ne peut pas être différent. Une œuvre dramatique, un film, c'est un tout, une fable, une parabole qu'on raconte. Le public peut facilement en faire le tour, l'analyser, le critiquer. Un feuilleton, lui, évolue dans le temps, Sa seule continuité est dans la fidélité du télespectateur.

— Mais chaque élément de la série pourrait-il être considéré comme une petite œuvre dont on peut faire le tour ?

— C'est trop court en une heure, Si on veut bénéficier d'un certain impact, il faut prendre le temps d'exposer les données de l'histoire. Il faut au moins une heure et demie pour raconter quelque chose. Un feuilleton est forcément plus schématique, plus simplement rapporté ; il y a des ellipses, des invraisemblances. La Patellière a fait je crois le mieux qu'il pouvait dans le cadre de 56 minutes et des moyens relativement réduits d'une série. Il a même réussi à donner une facture de film.

Alors, qu'est-ce qui reste, finalement ? Le plaisir qu'éprouve le télespectateur à voir une histoire et surtout des personnages qu'il reconnaît. Si les rapports entre ces personnages sont intelligents, sensibles, ça fonctionne. C'est ce qui s'est passé dans « Un juge un flic », comme cela s'était passé dans « François Gaillard ». C'était un jeune avocat qui traitait huit affaires judiciaires ; un tres bon avocat, généreux, honnête, se battant comme un forcené. C'était plein d'humanité et de vérité et ça traitait de sujets qui concernaient beaucoup les gens comme le racisme, la réinsertion des détenus ou l'adoption. Le public s'y retrouvait peut-être plus que dans « Un juge, un flic » : le divorce, ça concerne plus les gens que la fraude à la T.v.a.

Mais, au contraire, le feuilleton habituel traite de petits problèmes banals de la vie quotidienne ou de fiction improbable. Là, on parlait de choses réelles et graves, de la malhonnêteté à haut niveau.

— Comment avez-vous travaillé sur ce tournage ?

— Nous avions des scénarios clairs. Notre but, à Duchaussoy et à moi, a été de développer le couple, d'aller plus loin dans l'humour et dans la complexité des rapports entre les deux personnages. Et nous nous sommes bien amusés. Certaines fins d'épisodes n'ont jamais été écrites. Viard, le scénariste, et La Patellière étaient ravis parce que ça nourrissait ce qu'ils avaient voulu au départ : on ne faisait pas n'importe quoi ; on s'amusait dans le sens des personnages ; parce que c'est difficile de montrer des personnages qui ont des fonctions différentes, qui appartiennent à des classes sociales différentes. Il ne faut pas non plus jouer les boyscouts ou créer des stéréotypes. Il faut que ce soit possible. Alors, quand nous étions sur de bons rails, nous poussions la chose jusqu'où on pouvait.

Je crois que si on refait une série, nous irons plus loin . Nous participerons de plus près à l'écriture du scénario. Parce que nous avons inventé des choses, créé tout

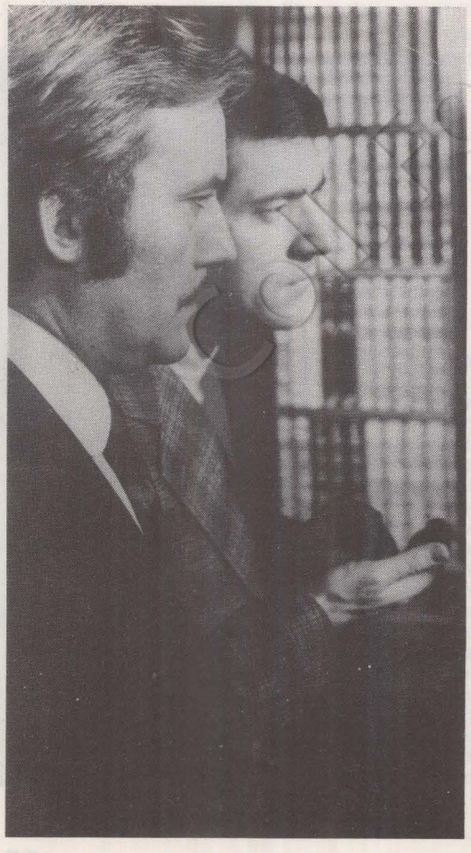


Pierre Santini dans un épisode de « Un juge, un flic ».



Pierre Santini « le flic » et Michel Duchaussoy « le juge ».





un tissu de rapports entre nous que maintenant il faut enrichir et développer. Maintenant, je sais plein de choses sur le commissaire Villequier. J'aimerais en discuter avec les auteurs, avec mon partenaire, avec le metteur en scène. J'ai envie de mieux montrer les différences de fonction entre le juge et le flic, de développer l'humour et l'action et les rapports de vie quotidienne des protagonistes.

— Vous choisissez de faire des feuilletons en fonction de quels critères ?

— Le premier critère de choix, c'est avant tout le sujet, Et le deuxième, c'est le metteur en scène, Pour la télévision, il faut que le sujet témoigne du monde réel. Avec un certain respect pour l'homme, pour les personnages. Je souhaite que les rapports entre les personnages soient étudiés avec suffisamment de profondeur, d'humanité. Je ne veux pas non plus faire de films qui endorment les gens, qui peignent tout en rose-bonbon. Je préfère faire des choses plus critiques, qui réveillent, qui stimulent, C'est plus facile au théâtre. A la télévision, le produit est plus contrôlé, plus distillé.

Nous sommes aussi freinés par les normes de fabrication du feuilleton. Par exemple, pour des questions d'organisation et de budget, nous avons tourné toutes les scènes des six histoires qui se passaient dans les bureaux du juge ou de Villequier en même temps. Ces exigences inhérentes au feuilleton, c'est aussi une gymnastique ; je compare souvent ça à un marathon ; à une couse de fond. Nous avons tourné les six heures, l'équivalent de quatre longs métrages, en cinq mois... Il faut être en forme tous les jours, égal à soi-même. Les personnages doivent donner une même image d'eux-mêmes, pour que le téléspectateur la retrouve. Mais en cinq mois,on évolue. C'est une gymnastique très particulière qui demande de la santé, du souffle, un certain équilibre. Mais c'est une des rares occasions du métier d'acteur, quand on a un rôle important, d'être presque complètement intégré au reste de l'équipe technique. On est là tout le temps, presque tous les jours. Une complicité s'installe sur le tournage.

— Croyez-vous qu'il faille donner une interprétation politique d'« Un juge, un flic » ?

— On peut le voir comme ça. Comme l'a fait « Minute ». Toute œuvre dramatique a un contenu idéologique. A partir du moment où on dénonce les pratiques malhonnêtes de la haute bourgeoisie, un certain nombre d'idées se dégagent. Mais dire qu'il y a une volonté politique cohérente derrière, c'est absurde. D'abord parce qu'un service comme le S.i.d.i. c'est complètement invraisemblable ; cela vaudrait dire qu'il y a une justice pour les riches ? On pourrait aussi trouver qu'« Un juge, un flic » va dans le sens d'un gouvernement qui a le mérite de créer un service d'incorruptibles pour montrer que l'Etat bourgeois se protège contre les brebis galeuses... C'est le propre même du feuilleton : chacun y prend ce qu'il veut.

Je crois qu'on peut très bien parler de façon critique de la société dans laquelle on vit et que, de toutes façons, c'est sain de le faire même dans des œuvres aussi simples et populaires que le feuilleton. Mais, pour que la portée en soit réelle, il ne faut pas pécher par excès de parti-pris. Il ne faut pas avoir une volonté trop polémique : le sujet deviendrait trop schématique.

En fait, il vaut mieux savoir dans quel cadre ses idées peuvent passer positivement. Et je ne crois pas que la série, dans l'état actuel des choses, soit un terrain favorable. Je préfère me battre sur d'autres terrains. Le feuilleton, c'est un divertissement, un contact avec le public, Par ce contact, on favorise des éléments de réflexion et de sensibilisation, Mais il faut rester léger, suggérer,

Finalement, ce qui était bien dans « Un juge, un flic », c'était les deux personnages qui cohabitaient bien ensemble, aussi bien comme êtres humains que dans leurs fonctions. Et on montrait des choses que les gens n'ont pas l'habitude de voir, c'est-à-dire comment, avec de l'argent et du pouvoir, une société donnée peut favoriser l'escroquerie. Pour le reste, le feuilleton est un genre qui a ses limites. Là, nous les avons repoussées un peu. Mais très peu.

Propos recueillis par
FREDERIQUE DE GRAVELAINE

LES 28 ET 29 MAI

Organisée par la Fédération du Cantal

Fête de la Rose

à Aurillac au Parc Hélitas.

Le samedi soir à partir de 19 h :

bourrée d'Aurillac,

bal de la rose avec l'orchestre Serge Doat.

Le dimanche à partir de 9 h :

buvette, stands, restaurant,

Mouloudji

Bal à papa.

Allocution politique de Jean-Pierre Cot.

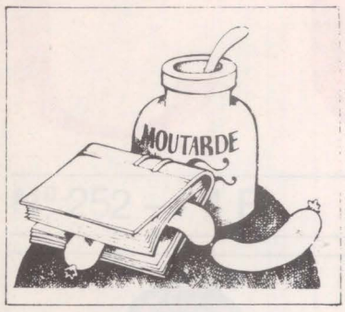
Organisée par la Fédération de l'Yonne,

Fête du P.s.

avec pour la partie spectacles : Les Canuts et Catherine Sauvage,

allocutions politiques de Pierre Guidoni et Yvette Roudy.

Au risque de vous plaire



Livres

*** Alfonso Vinci : L'eau, la danse, la cendre (Flammarion).**

Un Italien qui a vécu plus de 20 ans en Amérique latine se souvient de l'Amazonie, des Andes désertiques du Sud du Pérou et de l'Isthme centre-américain. Ce qui lui a inspiré un récit en trois temps : le Renoncement, la Survie et la Tyrannie. Une littérature nourrie d'anthropologie, de sciences sociales et politiques.

*** Rachid Boudjedra : L'Escargot entêté (Denoël).**

Ecrivain honteux et frustré, un quinquagénaire est, dans la vie, chef du bureau de dératisation. Il va finir, à travers sa chasse aux rongeurs, par haïr tous les animaux, les hommes compris. Une fable politique.

*** Jennifer Johnson : Princes et capitaines)Denoël, collection Lettres Nouvelles).**

Entre un vieil Irlandais solitaire et un gamin de village naît une étonnante complicité. Aventures vraies et jeux d'imagination s'ensuivent.

*** La Villedieu : Les coqs de 40 (Guy Authier).**

Le 25 mars 1940, dans le ciel de Misermont, petit village isolé de la Drôme, surgissent trois avions. Sont-ils allemands ou français ? Appartiennent-ils à la Croix-Rouge ? Un roman historique que La Villedieu, encore enfant, a réellement vécu.

*** Roger Ascot : Les enfants du square des Vosges (Fayard).**

Premières amours enfantines sur fond de drame historique. Dans un quartier de Paris le Petit Tondu, la Boulange, le Grand Jacques et bien d'autres, mêmes de mai 1940, jouent à une petite guerre qui rappelle étrangement celle des adultes : victimes et bourreaux, juifs et doriotistes, etc.

*** Maurice Achard : Un amour machinal (Editions de l'Athanor).**

Un roman mince qui prend force dans les mots, dans les prénoms surtout...

*** Cécile Aubry: Je n'avais pas pensé à toi (Julliard).**

Pour Giliane, jusqu'à maintenant tout a été banal : enfance, mariage, maternité... Et puis, voilà que, sur la route de Venise... Bref une femme découvre l'indépendance, la liberté et ses plaisirs.

*** Maurice Cuny : Un coup au cœur (Editions de l'Athanor).**

Un bel été aux Caraïbes, ensoleillé et mensonger comme tous les climats dans les « polars » à l'américaine. Mais l'auteur met vite un grand coup de pied dans ce décor de convention : la réalité est autrement angoissante, folle et mystérieuse.

*** Miguel Angel Asturias : Monsieur le président (Albin-Michel).**

Deux livres du grand écrivain guatémaltèque autour d'un seul sujet : les dictatures en Amérique latine, Ecrits et publiés à 30 ans de distance, les deux romans sont hélas toujours brûlants d'actualité, rouges d'un sang qui n'en finit pas de sécher au vent de l'Histoire.

*** Jacqueline Bruller : Rocaïdour (Julliard).**

Un roman de cape et d'épée assez particulier, Armand Lanoux l'a salué en ces termes : « Voici revenu le temps de l'amour fou ».

*** Knut Hamsun : Victoria (Calmann-Lévy).**

Hamsun, autodidacte norvégien, obtint le prix Nobel de littérature en 1920: « Victoria » a été écrit en 1890 ; roman d'une déchirure : « ils » ne pourront jamais s'aimer parce qu'« elle » est fille du châtelain et qu'« il » est fils du meunier.

*** Dominique Desanti : Personne ne se ressemble (Flammarion).**

13 personnages principaux tous marqués par « leur » histoire : la guerre d'Espagne ou le stalinisme, la Résistance ou le Parti, l'usine ou la prison, le gauchisme ou les gourous, 13 personnages qui ont un point commun : ils tanguent sans cesse entre espoir et désenchantement. Dominique Desanti manie presque mieux l'art romanesque que l'analyse historique.

A ne pas manquer

GARLONN, BRETONNE ET PEINTRE

Garlonn est née en Bretagne, de parents bretons, dans un village breton : à Moelan, Finistère. Depuis 1970, elle peint. Elle a déjà, en peu d'années, accumulé expositions, prix et récompenses. Elle est vice-présidente de la Cinémathèque bretonne. Ses dernières œuvres sont exposées depuis le 25 mai à la Galerie Entremonde (50 rue Mazarine, Paris 5ème) ; elles y resteront jusqu'au 8 juin. Elles seront ensuite à la Galerie La Palette, à Saint-Brieuc, du 13 au 30 juin ; puis à la chapelle Saint Fiacre, à Guidel, du 2 au 28 juillet ; puis à la chapelle de la Congrégation, à Josselin, du 1er au 15 août ; puis au Château des Rohan, à Pontivy, du 15 au 30 août ; enfin à la galerie Beauvoisine, à Rouen, du 16 au 31 octobre. Ce nouvel ensemble de toiles s'intitule «Portraits du couple». Préfaçant cette exposition, Paul Guimard écrit : «Garlonn s'est d'abord exprimée avec des mots. Parce qu'elle est instinctivement poétique, ses mots se sont organisés en poèmes. Parce qu'elle est passionnément bretonne, ses poèmes ont chanté la Bretagne. Entrée en peinture, elle chemine avec certitude dans un univers d'enchantement qui est sa patrie intime.»

A ne pas manquer

CLOWNS ET MIMES POUR AMNESTY

Jusqu'à présent, pour ses galas de soutien, Amnesty International avait obtenu le concours de divers chanteurs : Joan Baez, Cora Vaucaire, Claude Nougaro, Eddy Mitchell, etc. Puis vint, plus récemment, le tour de Guy Bedos. Ce qui fit sourire certains... Et pourquoi donc ? Le rire corrosif ne serait-il pas un bel outil de dénonciation ? Irait-il à contre-sens du combat que mène Amnesty pour faire respecter les droits de l'Homme ? Pourquoi défendre la justice sur le seul ton du pessimisme ? Amnesty International a décidé de récidiver : le 2 juin, à 20 h, au théâtre Récamier, les clowns Macloma joueront «Hérozéco» et les mimes Pinol et Mato présenteront «Cris, nuit, lune, nuages et quelques gaudrioles» au profit du mouvement. Il est des éclats de rire grinçants qui sont salutaires.

BULLETIN D'ABONNEMENT A RETOURNER 41 BOULEVARD MAGENTA 75010 PARIS

Je soussigné .....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à l'UNITE :

- ▶ abonnement d'un an (135 F) ☐
- ▶ abonnement de six mois (80 F) ☐

et vous adresse la somme correspondante par chèque bancaire ☐
par chèque postal ou virement au CCP l'UNITE 3034980 La Source ☐

Date Signature

l'unité

Rédaction : 12, cité Malesherbes
75009 Paris - Tél. 878.40.73

Administration : 41, bd de Magenta
75010 Paris - Tél. : 208.23.50

Directeur général : Pierre Mauroy

Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Serge Richard
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDACTION
Robert Butheau, Marie-José Bernardot, Christine Cottin, Georges Frameries, Claude Fuzier, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi-Backmann, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Mulle ,Francis Pisani, Emmanuèle Plas, Jean-Loup Revérier, Maurice Séveno, Antoine Violet.

DOCUMENTATION
Véronique Neiertz

DESSINS
Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Teich, Lacroux.

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Renée Skoblinsky, 12 Cité Malesherbes - Tél. : 878.40.73
Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité
Cadet Photocomposition - 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C. 76 - Yvetot

MA PART DE VERITE



PAR FRANÇOIS MITTERRAND

LUNDI 23 MAI

Les banques privées s'en vont en guerre. Une centaine de leurs responsables réunis à Megève ont décidé de « tout mettre en œuvre afin de sensibiliser l'opinion à la nationalisation du crédit, arme absolue de la collectivisation totale de l'économie ». Les occasions de rire sont si rares que je conseille de lire ce communiqué jusqu'au bout. De gros sous il n'est pas question. On n'y parle que de morale, on y flatte la liberté. Et savez-vous la pensée suprême de nos croisés du coffre-fort ? Défendre « la banque à visage humain ». O Dubcek ! Voilà qu'un peu de honte se mêle à mon amusement. Une civilisation qui dévalue l'idée aussi vite que son argent, ce spectacle me gêne.

Un hasard malin veut qu'un article de Maurice Lauré, paru dans la dernière livraison de « la Revue des Deux Mondes » sous le titre « Les banques nationales pour quoi faire ? », donne un tout autre son. Le président de la Société générale y rappelle d'abord les circonstances et les raisons de la nationalisation des quatre grandes banques de dépôt (Crédit lyonnais, Société générale, Comptoir national d'escompte de Paris et Banque nationale pour le commerce et l'industrie — ces deux dernières ayant par la suite fusionné pour former la Banque nationale de Paris) le 2 décembre 1945, sous le gouvernement du général de Gaulle et par 521 voix contre 35. Il cite à l'appui l'explication de vote de M. François de Menthon au nom du M.r.p., parti modéré s'il en fut : « Mesdames, messieurs, le Mouvement républicain populaire se réjouit de voir réalisée dans un délai réduit, moins d'un mois après la réunion de l'Assemblée constituante, dix jours après la constitution du gouvernement, la première des grandes réformes de structure attendues par la nation, réforme tout à la fois symbolique et efficace au plus haut point puisqu'elle signifie notre volonté de libérer la démocratie des grandes puissances d'argent qui pouvaient peser sur elle, ainsi que de mobiliser toutes nos ressources pour la restauration économique du pays. »

A ces nationalisations conformes au programme du Conseil national de la Résistance et saluées par tous ou à peu près comme le gage du redressement du pays les banques d'affaires avaient échappé de justesse. Le général de Gaulle, deux ans plus tard, devait en exprimer le regret public. Ce sont ces banques qui aujourd'hui mènent le combat contre le programme commun de la gauche, coupable, selon elles, de prévoir que « dès le début de la législature un seuil minimum de nationalisations sera franchi » et que « cette politique de transfert à la collectivité doit viser d'emblée l'ensemble du secteur bancaire et financier ». Or, non seulement les banques nationalisées de 1945 ont pris, en dépit d'une concurrence acharnée, une place dominante sur le marché intérieur, mais, comme l'écrit Maurice Lauré, « elles ont développé dans le monde les succursales et filiales à activité de banque commerciale qui étaient nécessaires pour accueillir et appuyer les firmes françaises dans leurs entreprises internationales », ce qui revient à dire que les banques privées se sont occupées d'autre chose... Au classement établi par l'American Banker à la date du 31 décembre 1975, remarque notre auteur pour conclure, les trois banques nationales françaises et le Crédit agricole formaient avec trois banques américaines et une banque allemande le groupe des huit plus grands établissements bancaires du monde.

« La Revue des Deux Mondes » ne reculant devant aucun progrès, une photographie du président de la Société générale orne l'article précité. Les congressistes de Megève feraient bien de la regarder à la loupe : M. Maurice Lauré a-t-il encore visage humain ?

MARDI 24 MAI

D'année en année, la rumeur court les salles de rédaction et les dîners parisiens, s'enfle, gagne la province et se fait vérité. Je serais, murmure-t-on assez haut pour que les sourds entendent, atteint d'un mal mystérieux — et, quand on dit d'un mal qu'il est mystérieux, chacun comprend qu'il ne l'est pas.

A mes amis qui me pressent de démentir j'oppose la philosophie du docteur Knock, qui guérissait les bien-portants. Quant aux médecins de Molière dont j'ai parlé samedi à Strasbourg, ils se sont penchés sur mon cas et ont tranché que je mourrai un jour ou l'autre. J'attends maintenant de « Minute » et de « l'Express », forts de ce diagnostic, qu'ils organisent des prières publiques pour que le Dieu des bonnes consciences les tire au plus tôt d'embarras.

MERCREDI 25 MAI

Le Conseil des ministres de l'Europe des Neuf rejette aux calendes... grecques l'élargissement du Marché commun. La Grèce, le Portugal et l'Espagne attendront. Cette décision annoncée en avril par un discours du ministre français de l'Agriculture, M. Méhaignerie, discours qui avait curieusement provoqué moins de remous chez les trois demandeurs qu'un bout de phrase écrit dans ma chronique de « l'Unité », n'a été selon la coutume ni expliquée ni replacée dans sa perspective historique. Comme j'ai moi-même, il y a peu, expédié cette affaire d'un trait trop rapide, je saisis l'occasion qui m'est offerte de revenir sur le sujet.

Distinguons d'abord. Les trois pays en sursis ne se trouvent pas au regard de la Communauté dans la même situation juridique. L'adhésion de la Grèce a déjà été acceptée par le Conseil des ministres des Neuf ; celle du Portugal est en cours et n'a reçu jusqu'ici que des encouragements ; celle de l'Espagne n'a pas encore été formulée. Par contre, les interrogations économiques et politiques que suscite leur adhésion sont de même nature. Sur le plan politique, la démocratie grecque et la démocratie portugaise ont supplanté la dictature. La démocratie espagnole sort des limbes. Il convient non seulement d'en prendre acte, mais aussi d'y contribuer en ouvrant aux nouveaux venus, sans réticence et sans restriction, les portes d'une Europe qu'un passé récent devrait inviter à se montrer économe de ses leçons. Il est plus difficile de répondre avec clarté sur le plan économique. Le Portugal concurrence assez peu notre production agricole. La Grèce davantage. L'Espagne beaucoup. Et, pour cette dernière, on doit prévoir qu'à bref délai son industrie, gorgée de managers et de capitaux américains, risque de nous poser le problème du cheval de Troie.

D'un point de vue plus général, l'Europe communautaire, en s'étendant, perd son caractère initial et passe insensiblement d'une aire protégée par une union douanière et des tarifs préférentiels à une zone indéfinie de libre-échange. J'ai longtemps défendu l'argument selon lequel mieux valait une petite Europe à fortes structures qu'une grande Europe au corps mou.

Mais je me rends à l'évidence. Il n'est ni sain ni concevable que trois pays qui sont d'Europe et — en termes de civilisation — qui l'ont faite restent durablement à l'écart. Si, comme je le crains, le Traité de Rome ne peut les assimiler, c'est le traité et non l'Europe qui craquera.

Diffusion N.m.p.p. Commission paritaire n° 52 325